



## Compagnie Générale de Géophysique — Veritas

société anonyme à conseil d'administration au capital social de 70 556 890 €  
siège social : Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Paris  
969 202 241 RCS Paris

### SECONDE ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2011



La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 novembre 2012 conformément à l'article 212-13-IV de son Règlement général. Elle complète le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 avril 2012 sous le numéro D.12-0379 (ci-après le « Document de Référence ») ainsi que la première actualisation du Document de Référence déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 septembre 2012 sous le numéro D.12-0379-A01 (la « Première Actualisation du Document de Référence »). Le Document de Référence et ses actualisations ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du Document de Référence, de la Première Actualisation du Document de Référence et de la présente actualisation sont disponibles sans frais au siège social de Compagnie Générale de Géophysique - Veritas, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Paris, sur le site Internet de la société ([www.cggveritas.com](http://www.cggveritas.com)) ainsi que sur le site Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

## Remarques générales

Dans la présente Actualisation du Document de Référence, « CGGVeritas » et la « Société » désignent la société Compagnie Générale de Géophysique – Veritas et le « Groupe » désigne la Société et l'ensemble de ses filiales consolidées.

La présente Actualisation du Document de Référence contient des indications sur les objectifs du Groupe ainsi que des déclarations prospectives, notamment relatives à l'acquisition de la division Geoscience (hors les activités multi-client et *Ocean Bottom Nodes*) du groupe Fugro (la « **Division Geoscience** ») ainsi qu'à la constitution de la Joint-Venture Seabed (voir le paragraphe 1.8 de la Première Actualisation du Document de Référence). Ces indications et déclarations sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes tels que « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « estimer », « avoir l'intention de », « envisager de », « anticiper », « devoir », ainsi que d'autres termes similaires. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que la réalisation de ces objectifs et de ces déclarations prospectives dépend de circonstances ou de faits qui devraient se produire dans le futur. Ces déclarations prospectives et ces informations sur les objectifs peuvent être affectées par des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations du Groupe soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés. Ces facteurs peuvent inclure les évolutions de la conjoncture économique et commerciale, de la réglementation, ainsi que les facteurs de risque exposés au Chapitre 3 du Document de Référence, tels que mis à jour les actualisations du Document de Référence.

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au Chapitre 3 du Document de Référence, tels que mis à jour par les actualisations du Document de Référence, avant de prendre une décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>Le Groupe CGGVERITAS</b>	<b>4</b>
1.1	Informations financières sélectionnées	4
1.3	Principales activités du Groupe	6
1.8	Acquisition de la Division Geoscience de Fugro	24
<b>2</b>	<b>Responsabilité sociale de l'entreprise</b>	<b>26</b>
2.2	Salariés	26
<b>3</b>	<b>Facteurs de risques</b>	<b>27</b>
3.3	Risques liés à l'endettement de CGGVeritas	27
3.4	Autres risques de nature financière	30
<b>4</b>	<b>Gouvernement d'entreprise</b>	<b>32</b>
4.1	Organes d'administration et de direction	32
4.2	Rémunération et avantages	32
<b>5</b>	<b>Situation financière, résultats et perspectives</b>	<b>34</b>
5.1	Examen de la situation financière et du résultat	34
5.2	Perspectives	57
<b>6</b>	<b>Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société</b>	<b>58</b>
6.8	Litiges et arbitrages	58
<b>7</b>	<b>Informations sur la Société et le capital</b>	<b>59</b>
7.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	59
7.3	Principaux actionnaires	59
<b>8</b>	<b>Informations complémentaires</b>	<b>62</b>
8.1	Personnes responsables	62
8.4	Table de concordance	63

## 1. LE GROUPE CGGVERITAS

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

### 1.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

Le tableau ci-dessous décrit les principales informations financières consolidées en normes IFRS au 30 septembre 2012, ainsi que pour les exercices clos respectivement les 31 décembre 2011, 2010 et 2009. Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le Groupe a changé la monnaie de présentation de ses comptes consolidés de l'euro au dollar U.S. afin de mieux refléter le profil des revenus, des coûts et des flux de trésorerie qui sont principalement libellés en dollar U.S., et ainsi, permettre de mieux figurer sa performance financière. Les éléments financiers au 31 décembre 2011 présentés ci-dessous à titre de comparaison ont été obtenus par retraitement des comptes historiques de l'euro au dollar US comme si le changement de devise de présentation du Groupe était intervenu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 (date de transition en normes IFRS). Ce tableau doit être lu avec les comptes consolidés du Groupe tels qu'inclus dans le Document de Référence et dans les documents de référence 2010 et 2009 incorporés par référence dans le Document de Référence.

(En millions, sauf données par action et ratios)	30 septembre 2012 (dollars US)	31 décembre 2011 (dollars US)	31 décembre 2011 (euros)	31 décembre 2010 (euros)	31 décembre 2009 (euros)
<b>Résultat :</b>					
Chiffre d'affaires	2 472,6	3 180,9	2 267,7	2 186,1	2 233,2
Autres produits des activités ordinaires	2,7	3,3	2,3	3,3	7,5
Coût des ventes	(1 963,8)	(2 649,4)	(1 887,3)	(1 746,3)	(1 710,5)
Marge brute	511,5	534,8	382,7	443,1	530,2
Coûts nets de recherche et développement	(65,4)	(77,0)	(54,9)	(57,0)	(62,1)
Frais commerciaux	(68,7)	(83,1)	(59,3)	(61,7)	(60,6)
Frais généraux et administratifs	(137,5)	(203,5)	(145,1)	(168,4)	(182,7)
Autres produits (charges) nets	12,8	34,3	24,5	(88,8)	(167,8)
Dépréciation des écarts d'acquisition	—	—	—	—	(217,6)
Résultat d'exploitation	252,7	205,5	147,9	67,2	(160,6)
Coût de l'endettement financier net	(115,5)	(174,5)	(124,4)	(105,5)	(105,2)
Autres produits (charges) financiers nets	1,3	0,8	0,6	8,5	(11,2)
Impôts sur les bénéfices	(86,7)	(62,5)	(45,0)	(13,5)	9,8
Résultat des sociétés mises en équivalence	26,3	16,4	11,7	(0,7)	8,3
Résultat net de l'ensemble consolidé	78,1	(14,3)	(9,2)	(44,0)	(258,9)
Attribué aux participations ne donnant pas le contrôle	13,2	13,9	9,8	10,6	5,4
Attribué aux actionnaires de CGGVeritas	64,9	(28,2)	(19,0)	(54,6)	(264,3)
Résultat net par action :					
Base <sup>(1)</sup>	0,43	(0,19)	(0,13)	(0,36)	(1,75)
Dilué <sup>(2)</sup>	0,42	(0,19)	(0,13)	(0,36)	(1,75)
<b>Bilan :</b>					
Disponibilités et titres de placement à court terme	337,1	531,4	410,7	335,9	480,3
Besoin en fonds de roulement <sup>(3)</sup>	943,7	488,7	377,9	508,2	393,5
Immobilisations corporelles, nettes	1 171,3	1 183,2	913,9	681,7	677,7
Études multiclients	612,7	527,3	407,5	451,2	469,1
Écarts d'acquisition	2 413,0	2 688,2	2 077,6	2 012,0	1 868,1
Total des actifs	7 227,0	7 191,5	5 555,9	5 324,4	4 921,2
Dette financière <sup>(4)</sup>	1 996,9	1 942,1	1 501,0	1 485,6	1 399,0
Capitaux propres — attribuables aux actionnaires de CGGVeritas	3 895,7	3 805,3	2 938,9	2 812,1	2 661,3

(1) Le résultat net par action de base a été calculé en tenant compte d'un nombre moyen pondéré d'actions émises de 151 927 186 au 30 septembre 2012 et de 151 771 940, 151 342 529, et 150 864 476 respectivement aux 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

(2) Le résultat net par action dilué a été calculé en tenant compte d'un nombre moyen pondéré d'actions émises de 153 293 838 au 30 septembre 2012 et de 151 771 940, 151 342 529, et 150 864 476 respectivement aux 31 décembre 2011, 2010 et 2009.

(3) Comprend les comptes clients et comptes rattachés, stocks et travaux en cours, actifs d'impôt, autres actifs courants et actifs destinés à la vente, diminué des comptes fournisseurs et comptes rattachés, dettes sociales, impôts sur les bénéfices à payer, acomptes clients, produits constatés d'avance, provisions part court-terme et autres passifs courants.

(4) Comprend les dettes financières de long terme (y compris crédits-baux), les dettes financières de court terme (y compris part court-terme des crédits-baux), les concours bancaires de court terme et les intérêts courus.

(En millions, sauf données par action et ratios)	30 septembre 2012 (dollars US)	31 décembre 2011 (dollars US)	31 décembre 2011 (euros)	31 décembre 2010 (euros)	31 décembre 2009 (euros)
<b>Autres données financières historiques et autres ratios :</b>					
EBITDAS <sup>(2)</sup>	717,5	824,1	607,3	596,2	658,9
Dépenses d'investissements (immobilisations corporelles) <sup>(3)</sup>	290,5	365,6	260,7	210,4	170,1
Investissements dans les études multiclients	283,1	211,3	163,3	219,3	229,3
Endettement net <sup>(4)</sup>	1 659,8	1 410,7	1 090,3	1 149,7	918,7
Dette financière <sup>(1)</sup> / EBITDAS <sup>(2)</sup>	2,8 x	2,5 x	2,5 x	2,5 x	2,1 x
Endettement net <sup>(4)</sup> / EBITDAS <sup>(2)</sup>	2,3 x	1,8 x	1,8 x	1,9 x	1,4 x
EBITDAS <sup>(4)</sup> / Charges financières, nettes	6,8 x	4,9 x	4,9 x	5,7 x	6,3 x

(1) Comprend les dettes financières de long terme (y compris crédits-baux), les dettes financières de court terme (y compris part court-terme des crédits-baux), les concours bancaires de court terme et les intérêts courus.

(2) L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, dépréciations, amortissements et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire, car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit être considéré comme une alternative ni aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni au résultat net, comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

(3) Acquisition d'immobilisations corporelles (y compris variation des dettes fournisseurs d'immobilisations).

(4) « Endettement net » signifie concours bancaires de court terme, dettes financières de court terme (y compris part court-terme des crédits-baux), dettes financières de long terme (y compris part long-terme des crédits-baux) net des disponibilités et titres de placement court terme.

## 1.3. PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GROUPE

### 1.3.3. Communiqués de presse récents

Les communiqués de presse significatifs du Groupe depuis le 25 septembre 2012 sont repris ci-après.

#### Paris – 10 octobre 2012

##### Taux d'utilisation des navires au troisième trimestre 2012 :

- **Le taux de disponibilité<sup>1</sup> des navires s'établit à 93%**. Il se compare à un taux de disponibilité des navires de 91% au troisième trimestre 2011 et de 91% au second trimestre 2012.
- **Le taux de production<sup>2</sup> des navires s'établit à 90%**. Ce taux de production se compare à un taux de production des navires de 93% au troisième trimestre 2011 et de 91% au second trimestre 2012.

Répartition de la flotte au troisième trimestre 2012 :

Au cours de ce trimestre, les navires 3D ont opéré à 72% sur des contrats exclusifs et à 28% sur des programmes multi-clients.

- 1 - **Le taux de disponibilité des navires** mesure la disponibilité structurelle de nos navires. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps navires total réduit de la somme du temps en chantier, du temps de « standby » entre contrats et du temps en transit (temps disponible), le tout divisé par le temps navires total de la période.
- 2 - **Le taux de production des navires** mesure l'utilisation effective de nos navires lorsqu'ils sont disponibles. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps disponible réduit du temps improductif, le tout divisé par le temps disponible.

#### Paris – 19 octobre 2012

##### Succès de l'augmentation de capital d'environ 414 millions d'euros de Compagnie Générale de Géophysique - Veritas

L'augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription lancée le 26 septembre dernier par Compagnie Générale de Géophysique – Veritas (CGGVeritas) dans le cadre du financement de l'acquisition de la division Geoscience (hors librairie multi-clients et OBN) de Fugro (la « **Division Geoscience** ») a rencontré un large succès. Le montant final brut de l'opération s'élève à 413 609 320 euros et se traduit par la création de 24 329 960 actions nouvelles.

La demande totale s'est élevée à environ 807 039 691 d'euros, correspondant à un taux de souscription d'environ 195 %. 23 908 864 actions nouvelles ont été souscrites à titre irréductible représentant environ 98,3 % des actions nouvelles à émettre. La demande à titre réductible a porté sur 23 564 059 actions et ne sera en conséquence que partiellement allouée, à hauteur de 421 096 actions nouvelles.

La totalité du produit net de l'émission servira à financer une partie du prix de l'acquisition de la Division Geoscience (l'« **Acquisition** »). Le solde du prix de l'Acquisition sera (i) payé par compensation avec une créance de 225 millions d'euros sur Fugro résultant de la valeur excédentaire des apports d'activités de CGGVeritas à la Joint Venture Seabed et (ii) financé par un recours à l'endettement, sous forme d'émissions obligataires, convertibles ou non, et/ou de prêts bancaires (CGGVeritas bénéficiant d'un engagement de crédit-relais d'un syndicat bancaire d'un montant maximum de 700 millions d'euros).

La réalisation de l'Acquisition est soumise à certaines conditions suspensives usuelles pour ce type d'opérations, en particulier les autorisations des autorités de concurrence, la consultation des instances représentatives du personnel ainsi qu'à la conclusion de la transaction relative à la Joint Venture Seabed.

Si l'Acquisition n'était pas réalisée, notamment en cas d'absence de levée d'une ou plusieurs des conditions suspensives, le produit net de l'émission serait affecté en totalité au remboursement de la dette existante de CGGVeritas.

Le règlement-livraison des actions nouvelles interviendra le 23 octobre prochain. L'admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris (compartiment A) des actions nouvelles est également prévue le 23 octobre 2012, sur la même ligne de cotation que les actions existantes (code ISIN FR0000120164). A compter de cette date, le capital de CGGVeritas sera donc composé de 176 392 225 actions de 0,40 euro de valeur nominale chacune, soit un montant total de 70 556 890 euros.

Les actions nouvelles porteront jouissance courante et seront immédiatement assimilables aux actions ordinaires existantes déjà cotées sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

A l'issue de cette augmentation de capital et compte tenu de sa souscription à titre irréductible à hauteur de la totalité de ses droits et à hauteur de la totalité des droits cédés par IFP Energies Nouvelles, le Fonds Stratégique d'Investissement détient 7,06 % du capital de CGGVeritas, confortant ainsi sa position de premier actionnaire de la Société, et IFP Energies Nouvelles détient 3,60 % du capital.

Cette opération était garantie en totalité (hors engagement de souscription du Fonds Stratégique d'Investissement) par un syndicat bancaire dirigé par BofA Merrill Lynch et Credit Suisse en qualité de Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, et comprenant BNP Paribas, Nomura et Société Générale en qualité de Chefs de File et Teneurs de Livre Associés.

## **Paris – 5 novembre 2012**

### **L'intégration des services de sismique et de forage pour identifier les zones propices et améliorer les décisions de développement**

CGGVeritas (NYSE: CGV, Euronext) et Baker Hughes Incorporated (NYSE: BHI) annoncent ce jour un accord de coopération pour permettre aux opérateurs pétroliers et gazières d'améliorer le processus d'exploration des hydrocarbures de roche-mère.

L'utilisation des modèles de réservoir basés sur les caractéristiques mécaniques et pétrophysiques des roches mesurées dans les puits et autour du puits par Baker Hughes associés aux données sismiques et de réservoir calibrées de CGGVeritas permettra d'optimiser très en amont dans le cycle de mise en production, le positionnement des puits de forage et leur configuration, d'améliorer leur mise en service et d'augmenter leur productivité.

Baker Hughes apporte dans ce projet de collaboration avec CGGVeritas, un large portefeuille de services et d'expertise dans les services pétroliers et notamment son activité de conseil en ingénierie de réservoirs et de production ainsi que son Centre d'Expertise et d'Excellence dans le Réservoir (CORE) spécialisé dans les ressources non conventionnelles. Le logiciel de modélisation géo-mécanique des roches et JewelSuite™ le logiciel de modélisation des réservoirs s'appuient sur les données de forage et d'imagerie de Baker Hughes.

Pour Martin Craighead, Directeur Général de Baker Hughes, "Fournir aux opérateurs une connaissance complète de leurs réservoirs afin de bien identifier les zones propices de forage et leur permettre ainsi de prendre les bonnes décisions de production, constitue l'un des principaux objectifs de la stratégie de Baker Hughes dans les hydrocarbures de roche mère. Nous nous réjouissons de pouvoir compléter nos compétences avec le portefeuille d'activités de CGGVeritas."

CGGVeritas, apporte dans cet accord, sa position de leader en acquisition sismique et en géosciences et notamment ses technologies innovantes de caractérisation des roches-mères. Parmi celles-ci, les services et logiciels d'Hampson Russel, mais également, via le rachat de la division Géoscience de Fugro, les technologies de Jason dans le segment de haut de gamme de la caractérisation de réservoir et l'expertise de Robertson en exploration et en géologie. Cette gamme complète de services permettra d'optimiser les projets dès leur phase de conception, d'en réduire la durée et de fournir au client une solution complète pour la bonne interprétation des attributs de réservoir.

Selon Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas, "Cet accord de collaboration illustre parfaitement la stratégie de CGGVeritas dans le domaine des géosciences et nous sommes impatients de joindre nos savoir-faire à l'expertise unique de Baker Hughes dans le domaine des roches-mères."

L'objectif à plus long terme de cette collaboration porte sur l'optimisation des projets de développement des puits, la phase initiale étant centrée sur l'intégration des données de puits, autour du puits et de caractérisation de réservoirs.

## **Paris – 5 novembre 2012**

### **Forte Progression des Résultats de CGGVeritas au 3ème Trimestre 2012 Acquisition de la Division Géoscience de Fugro en Bonne Voie**

CGGVeritas annonce ce jour les résultats consolidés<sup>1</sup>, non audités, du troisième trimestre 2012. Sauf indication particulière, toutes les comparaisons sont faites d'une année sur l'autre.

#### **Résultats du troisième trimestre**

- Chiffre d'Affaires à \$855 millions en hausse de 7%
- Résultat Opérationnel en hausse de 17% à \$114 millions, soit une marge opérationnelle de 13%
- Résultat opérationnel des Services à \$62 millions, soit une marge opérationnelle de 10%
- Résultat opérationnel de Sercel à \$93 millions, soit une marge opérationnelle de 33%

#### **Acquisition de la Division Géoscience de Fugro en bonne voie**

- La clôture de l'acquisition de la Division Géoscience de Fugro est toujours envisagée pour la fin de l'année 2012 ou le tout début de l'année 2013
- Cet achat reste actuellement soumis à l'approbation des autorités de la concurrence au Royaume-Uni, en Norvège, en Turquie et en Australie ainsi qu'à la consultation des partenaires sociaux
- L'augmentation de capital d'un montant de 414 millions d'euros lancée le 26 septembre dernier a été un succès, avec un taux de souscription de 195%

#### **Signature d'un accord de coopération avec Baker Hughes**

- CGGVeritas annonce aujourd'hui un accord de coopération avec Baker Hughes sur les hydrocarbures de roche-mère pour développer en commun une offre de services intégrés autour des outils de modélisation de réservoir et des données sismiques calibrées
- Cette offre de services permettra aux compagnies pétrolières et gazières de repérer avec une plus grande précision les zones propices - « sweet spots » - situées dans les roches-mères et d'optimiser très en amont dans le cycle de mise en production, le positionnement des puits de forage et leur configuration, de sorte à être plus efficace dans leur mise en service et à augmenter leur productivité

---

<sup>1</sup> Le 1er janvier 2012, le Groupe a changé la devise de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar US afin de mieux refléter la réalité économique d'une industrie dont les revenus, les coûts et les flux de trésorerie sont principalement libellés en dollars US. Dans ce contexte, les chiffres des 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres 2011 figurants dans le présent communiqué ont été obtenus par retraitement des comptes historiques comme si le changement de devise de présentation du groupe était intervenu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 (transition IFRS). Dans le cadre de notre nouvelle présentation des indicateurs cash, les chiffres EBITDAs et Multi-Clients des 1<sup>er</sup>s, 2<sup>èmes</sup> et 3<sup>èmes</sup> trimestres 2011 ont été retraités.

**Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas, a déclaré :**

« Comme nous l'attendions, trimestre après trimestre les résultats du Groupe CGGVeritas se renforcent et reflètent l'amélioration de notre performance opérationnelle ainsi que la remontée des prix en acquisition marine.

L'acquisition de la Division Géoscience de Fugro se poursuit conformément à notre plan de marche. L'augmentation de capital avec droits préférentiels de souscription a été très bien accueillie par nos actionnaires qui ont reconnu le caractère transformant d'une opération permettant à CGGVeritas de devenir une société totalement intégrée dans le domaine de la Géologie, de la Géophysique et des Réservoirs.

Nous nous réjouissons par ailleurs de l'accord de coopération signé avec Baker Hughes dans le domaine des hydrocarbures de roche-mère. Cet accord s'inscrit en droite ligne de notre stratégie de positionnement sur l'ensemble de la chaîne des Géosciences et doit permettre au Groupe CGGVeritas de profiter pleinement de cette phase favorable du cycle.

Pour le reste de l'année, l'activité multi-clients devrait bénéficier tout particulièrement de l'annonce de mise aux enchères de blocs dans le Golfe du Mexique et au Brésil et des résultats de la 27<sup>ème</sup> mise aux enchères en Mer du Nord, et ce après deux trimestres exceptionnellement faibles. Sur ces bases, et avec un fort quatrième trimestre attendu sur l'ensemble des segments d'activité, nous confirmons nos objectifs 2012.

Au-delà, la dynamique commerciale actuelle nous conforte dans la poursuite du cycle favorable pour notre industrie en 2013. »

**Résultats du troisième trimestre:**

**Chiffres clés**

En millions de \$	Troisième Trimestre 2012	Troisième Trimestre 2011*
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>855</b>	<b>797</b>
<b>EBITDAs</b>	<b>278</b>	<b>248</b>
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>114</b>	<b>98</b>
<b>Résultat Net</b>	<b>48</b>	<b>40</b>
<b>Cash Flow Opérationnel</b>	<b>171</b>	<b>113</b>
<b>Cash Flow Libre</b>	<b>-39</b>	<b>-66</b>
<b>Carnet de commandes</b>	<b>1 280</b>	<b>1 240</b>

\*Chiffres retraités

- Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à \$855 millions, en hausse de 7% par rapport au troisième trimestre de l'année dernière et en hausse de 3% en séquentiel.
- Le résultat opérationnel du Groupe atteint \$114 millions, en hausse de 17% et de 35% en séquentiel. Le taux de marge est de 13%:
  - Le résultat opérationnel de Sercel s'élève à \$93 millions, stable en séquentiel. Le taux de marge opérationnelle est de 33%.
  - Le résultat opérationnel des Services est en forte hausse à hauteur de \$62 millions en raison principalement de l'effet favorable de l'augmentation des prix en marine. Le taux de marge opérationnelle des Services est de 10%, soit le taux de marge opérationnelle le plus élevé depuis le premier trimestre 2009.
- La contribution positive des sociétés mises en équivalence s'élève à \$13 millions, en augmentation de 25% en séquentiel. Elle est principalement liée à la bonne performance d'Argas et notamment au bon démarrage du contrat KJO, initialement prévu d'être réalisé par Ardisais.
- Le résultat net s'établit à \$48 millions, contre \$40 millions au troisième trimestre 2011.
- L'Excédent Brut Opérationnel du Groupe (EBITDAs) s'est élevé à \$278 millions, en hausse de 12% par rapport au troisième trimestre de l'année dernière et en hausse de 22% en séquentiel.
- Le cash-flow opérationnel ressort à \$171 millions, correspondant à une hausse de 51% par rapport à l'an dernier.
- Le total des investissements s'est élevé à \$196 millions ce trimestre, dont \$70 millions pour les investissements industriels et \$126 millions pour les investissements multi-clients, avec 28% de la flotte dédiée à la production multi-clients. Le niveau de pré-financement des études multi-clients est de 71%.
- Après paiement des charges d'intérêts et des investissements élevés notamment en multi-clients, le cash-flow libre est négatif de \$39 millions.
- Le carnet de commandes s'établit à \$1,280 milliards à fin septembre 2012; il est en légère progression d'une année sur l'autre, en hausse dans les Services à \$1,070 milliards et en baisse chez Sercel à \$210 millions.



## Résultats Financiers du troisième trimestre 2012

### Chiffres Clés du troisième trimestre 2012

En millions de \$	Deuxième Trimestre 2012	Troisième Trimestre	
		2012	2011*
<b>Chiffre d'affaires Groupe</b>	<b>831</b>	<b>855</b>	<b>797</b>
Sercel	285	283	275
Services	599	634	592
<b>Résultat Opérationnel Groupe</b>	<b>85</b>	<b>114</b>	<b>98</b>
<i>Taux de marge</i>	<i>10%</i>	<i>13%</i>	<i>12%</i>
Sercel	92	93	87
<i>Taux de marge</i>	<i>32%</i>	<i>33%</i>	<i>31%</i>
Services	19	62	53
<i>Taux de marge</i>	<i>3%</i>	<i>10%</i>	<i>9%</i>
<b>Résultat Net</b>	<b>34</b>	<b>48</b>	<b>40</b>
<i>Taux de marge</i>	<i>4%</i>	<i>6%</i>	<i>5%</i>
<b>Dettes Nette</b>	<b>1 600</b>	<b>1 660</b>	<b>1 543</b>
<i>Ratio dette nette sur capitaux propres</i>	<i>42%</i>	<i>43%</i>	<i>41%</i>
<i>Ratio dette nette/ LTM EBITDAs</i>	<i>1.7x</i>	<i>1.7x</i>	<i>1.8x</i>

\*Chiffres retraités

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est en hausse de 7% d'une année sur l'autre et en hausse de 3% par rapport au trimestre précédent. Le chiffre d'affaires des Services est en hausse de 7% par rapport à l'année dernière et celui de Sercel est en hausse de 3%.

Chiffre d'affaires En millions de \$	Deuxième Trimestre 2012	Troisième Trimestre	
		2012	2011*
<b>Groupe</b>	<b>831</b>	<b>855</b>	<b>797</b>
Sercel	285	283	275
Services	599	634	592
<i>Eliminations</i>	<i>-54</i>	<i>-62</i>	<i>-70</i>
Marine contrat	288	257	291
Terrestre contrat	112	138	68
Traitement	113	123	113
Multi-client	87	117	119
<i>MC marine</i>	<i>52</i>	<i>52</i>	<i>83</i>
<i>MC terrestre</i>	<i>35</i>	<i>64</i>	<i>36</i>

\*Chiffres retraités

### Sercel

Le chiffre d'affaires total est en hausse de 3% d'une année sur l'autre et stable par rapport deuxième trimestre. Le chiffre d'affaires externe est en hausse de 8%. Les ventes d'équipement sismiques étaient bien réparties ce trimestre entre les Amériques, l'Europe, la Russie, la Chine et l'Asie Pacifique. 47% des ventes totales étaient dédiées aux équipements marins, soutenues par des livraisons importantes de streamers solides Sentinel<sup>®</sup>, tandis que les ventes d'équipements terrestres sont restées très élevées. Au 1<sup>er</sup> octobre 2012 le carnet de commandes de Sercel était en baisse suite aux fortes livraisons de streamers intervenues au-cours du mois de septembre. Les ventes internes de \$62 millions ont représenté 22% des ventes totales.

### Services

Le chiffre d'affaires des Services est en hausse de 7% d'une année sur l'autre et de 6% en séquentiel. Cette hausse s'explique par une bonne performance opérationnelle, la remontée des prix en marine et une activité soutenue en terrestre et en traitement.

- En raison d'une allocation de la flotte plus importante aux activités multi-clients, le chiffre d'affaires en **acquisition contractuelle marine** est en baisse d'une année sur l'autre de 12% et de 11% en séquentiel. Ce trimestre a été marqué par l'effet favorable de l'augmentation des prix et par la poursuite de l'amélioration de la performance opérationnelle de la flotte avec notamment un taux de production<sup>2</sup> des navires supérieur ou égal à 90% pour le troisième trimestre consécutif. Au-cours du trimestre, 4 navires 3D étaient en opération en Mer du Nord sur des projets BroadSeis<sup>TM</sup>. 2 navires ont opéré en Afrique de l'Ouest, 4 en Asie dont un en Mer de Chine sur un projet BroadSeis<sup>TM</sup>. En Amérique, le navire Alizé a poursuivi son étude dans les eaux mexicaines du Golfe du Mexique et un navire était en opération au large de la Guyane.

Quatre Navires ont été déployés sur des études multi-clients ce trimestre. Le Viking a terminé une étude au large du Brésil. Les navires Océanic Vega et Océanic Sirius ont démarré avec succès dans les eaux américaines du Golfe du Mexique la première étude multi-clients StagSeis<sup>TM</sup>, la nouvelle solution d'acquisition marine de CGGVeritas qui propose une couverture azimutale complète (Full Azimuth) et de long offsets pour l'imagerie des zones profondes sous le sel. Enfin, l'Oceanic Endeavour a terminé une étude multi-clients au large de l'Angola.

- Le chiffre d'affaires en **acquisition contractuelle terrestre** est en hausse de 102% par rapport au troisième trimestre 2011 et de 23% en séquentiel. Au cours de ce trimestre, 11 équipes ont travaillé en Amérique du Nord dont 4 sur des programmes multi-clients et 13 équipes dans le reste du monde. L'activité a été soutenue cet été en Alaska et aux Etats-Unis. Nous poursuivons notre stratégie de positionnement sur des zones à forte valeur ajoutée, quittant l'Amérique du Sud avec l'arrêt d'un projet en Colombie. Nos opérations en Afrique du Nord sont en-cours de démarrage en Tunisie et en Algérie. Au Moyen-Orient, nos opérations terrestres et OBC maintiennent un niveau élevé de productivité et nous avons été attributaire d'une étude entre le Koweït et l'Arabie Saoudite (contrat KJO). Ce contrat qui devait initialement être exécuté à travers notre filiale Ardiseis détenue majoritairement, est finalement réalisé par Argas, le résultat opérationnel correspondant - \$3 millions ce trimestre - se retrouvant dès lors enregistré au niveau du résultat des sociétés mises en équivalence.
- Le chiffre d'affaires en **traitement et imagerie** est en hausse de 9% d'une année sur l'autre et 9% en séquentiel. La demande pour du traitement de haut de gamme se renforce, soutenue par les études d'acquisitions en mode haute résolution avec le développement des études BroadSeis<sup>TM</sup> dont le premium de prix obtenu est partagé entre l'activité de la marine et celle du traitement et imagerie. Ce niveau élevé d'activité en traitement et imagerie nous conforte dans notre choix stratégique d'acquisition récente des actifs Géosciences de Fugro.

<sup>2</sup> - **Le taux de production des navires** mesure l'utilisation effective de nos navires lorsqu'ils sont disponibles. Cet indicateur relatif à l'ensemble de la flotte, correspond au temps disponible réduit du temps improductif.

- Le chiffre d'affaires en **multi-clients** est quasi stable d'une année sur l'autre et en hausse séquentielle de 35%. Les investissements multi-clients se sont élevés à \$126 millions et ont été préfinancés à hauteur de 71% et ce en dépit du décalage d'un trimestre à l'autre de la conclusion formelle de décisions d'engagement de certains clients. Sur la base d'un taux d'amortissement qui s'est élevé sur le trimestre à 80%, la valeur nette comptable de la bibliothèque de données multi-clients s'établit à fin septembre 2012 à \$613 millions contre \$560 millions à fin juin 2012.
  - Le chiffre d'affaires en **multi-clients marine** est en baisse de 37% d'une année sur l'autre à \$52 millions recouvrant \$33 millions de revenus de préfinancement et \$20 millions d'après-ventes. Les investissements se sont élevés à \$87 millions et ont été concentrés au Brésil, en Angola et dans le Golfe du Mexique où nous avons démarré le programme multi-clients IBALT avec la nouvelle technologie StagSeis<sup>TM</sup>. Le taux d'amortissement était sur le trimestre de 73% et la valeur nette comptable de la bibliothèque marine s'établit à fin septembre 2012 à \$476 millions.
  - Le chiffre d'affaires en **multi-clients terrestre** est en forte hausse de 77% d'une année sur l'autre à \$64 millions recouvrant \$57 millions de revenus de préfinancement et \$8 millions d'après-ventes. Les investissements sont de \$39 millions et sont associés à la poursuite de notre programme dans le bassin de Marcellus qui a enregistré de très bonnes performances opérationnelles. Le taux d'amortissement était sur le trimestre de 85% et la valeur nette comptable de la bibliothèque terrestre s'établit à fin septembre 2012 à \$137 millions.

**L'EBITDAs du Groupe** est de \$278 millions en hausse de 12% par rapport au troisième trimestre de l'année dernière et en hausse de 22% en séquentiel. Le taux de marge d'EBITDAs est de 32%.

En millions de \$	Deuxième Trimestre	Troisième Trimestre	
	2012	2012	2011*
<b>EBITDAs Groupe</b>	<b>228</b>	<b>278</b>	<b>248</b>
<i>Taux de marge</i>	<i>27%</i>	<i>32%</i>	<i>31%</i>
Sercel	103	105	100
<i>Taux de marge</i>	<i>36%</i>	<i>37%</i>	<i>36%</i>
Services	150	210	187
<i>Taux de marge</i>	<i>25%</i>	<i>33%</i>	<i>32%</i>

\*Chiffres retraités

**Le Résultat Opérationnel du Groupe** est de \$114 millions, en hausse séquentielle de 35% et en hausse de 17% d'une année sur l'autre. Le taux de marge opérationnelle est de 13%.

En millions de \$	Deuxième Trimestre	Troisième Trimestre	
	2012	2012	2011*
<b>Résultat Opérationnel Groupe</b>	<b>85</b>	<b>114</b>	<b>98</b>
<i>Taux de marge</i>	<i>10%</i>	<i>13%</i>	<i>12%</i>
Sercel	92	93	87
<i>Taux de marge</i>	<i>32%</i>	<i>33%</i>	<i>31%</i>
Services	19	62	53
<i>Taux de marge</i>	<i>3%</i>	<i>10%</i>	<i>9%</i>

\*Chiffres retraités

**Les frais financiers** s'élèvent globalement à \$38 millions et correspondent ce trimestre au seul coût de la dette. Le montant total d'intérêts effectivement payés au cours du trimestre s'est pour sa part élevé à \$7 millions.

**Les Impôts** s'élèvent à \$41 millions.

Après prise en compte du résultat positif de \$13 millions des sociétés mises en équivalence, **le Résultat Net** s'établit à \$48 millions, comparé à \$40 millions au troisième trimestre 2011.

**Le Résultat Net part du Groupe** s'établit à \$44 millions/€35 millions, après prise en compte des intérêts minoritaires qui ont un impact de \$4 millions/€3 millions. Le résultat net par action est de 0,23€ et de 0,29\$ par ADS.

#### Cash-Flow

**Le cash-flow dégagé par les opérations** ressort à \$171 millions, une hausse de 51%, comparé à \$113 millions au troisième trimestre 2011.

**Les investissements du Groupe** pour le troisième trimestre 2012 sont de \$196 millions en hausse de 13%, d'une année sur l'autre.

- Les investissements industriels s'élèvent à \$70 millions, en baisse de 33% d'une année sur l'autre.
- Les investissements cash multi-client s'élèvent à \$126 millions en hausse de 83% d'une année sur l'autre, pour un taux de préfinancement de 71%.

En millions de \$	Deuxième Trimestre	Troisième Trimestre	
	2012	2012	2011*
<b>Investissements</b>	<b>179</b>	<b>196</b>	<b>173</b>
Industriels	97	70	104
Cash Multi-clients	82	126	69
<i>MC marine</i>	<i>41</i>	<i>87</i>	<i>22</i>
<i>MC terrestre</i>	<i>41</i>	<i>39</i>	<i>46</i>

\*Chiffres retraités

Après paiement des charges d'intérêts et des investissements élevés ce trimestre notamment en multi-clients marine, **le cash-flow libre** est négatif de \$39 millions comparé à un cash-flow libre négatif de \$66 millions au troisième trimestre 2011.

Comparaison avec le troisième trimestre 2011

Principaux éléments financiers	Deuxième Trimestre		Troisième Trimestre	
	2012		2011*	
En millions de \$				
Taux de Change euro/dollar	1,298	1,249	1,439	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>831,0</b>	<b>855,0</b>	<b>796,7</b>	
<i>Sercel</i>	285,2	282,9	275,1	
<i>Services</i>	599,4	633,9	591,8	
<i>Elimination</i>	-53,6	-61,8	-70,2	
<b>Marge brute</b>	<b>177,8</b>	<b>195,1</b>	<b>158,6</b>	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>84,6</b>	<b>114,3</b>	<b>97,7</b>	
<i>Sercel</i>	91,7	92,5	86,5	
<i>Services</i>	19,3	61,6	52,8	
<i>Frais de siège et éliminations</i>	-26,4	-39,8	-41,6	
<b>Charges financières</b>	<b>-34,0</b>	<b>-38,3</b>	<b>-32,3</b>	
<b>Impôts</b>	<b>-24,1</b>	<b>-41,0</b>	<b>-19,0</b>	
<b>Impôts différés liés aux variations de devises</b>	<b>-2,8</b>	<b>0,2</b>	<b>-7,7</b>	
<b>Mises en équivalence</b>	<b>10,1</b>	<b>12,6</b>	<b>1,8</b>	
<b>Résultat net</b>	<b>33,8</b>	<b>47,8</b>	<b>40,5</b>	
<b>Résultat net par action en €</b>	<b>0,15</b>	<b>0,23</b>	<b>0,18</b>	
<b>Résultat net par ADR en \$</b>	<b>0,19</b>	<b>0,29</b>	<b>0,25</b>	
<b>EBITDAs</b>	<b>228,0</b>	<b>277,5</b>	<b>248,0</b>	
<i>Sercel</i>	102,5	104,6	100,3	
<i>Services</i>	150,5	210,1	186,8	
Investissements industriels	97,1	70,1	104,2	
Investissements cash multi-clients	81,9	125,7	68,6	

\*Chiffres retraités

Résultats Financiers des neuf premiers mois 2012

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est en hausse de 9% sur les neuf premiers mois de l'année 2012 comparés à ceux de l'année 2011. Le chiffre d'Affaires des Services est en hausse de 6% et celui de Sercel de 12% comparés aux neufs premiers mois de l'année 2011.

En millions \$	Fin Septembre		Evolution En %
	2012	2011*	
<b>Chiffre d'affaires Groupe</b>	<b>2 473</b>	<b>2 276</b>	<b>9%</b>
Sercel	916	816	12%
Services	1 764	1 657	6%
<i>Eliminations</i>	-208	-198	NA
Marine contrat	734	732	0%
Terrestre contrat	372	309	21%
Traitement	342	319	7%
Multi-client	317	298	6%
MC marine	191	206	-7%
MC terrestre	126	92	37%

\*Chiffres retraités

L'EBITDAs du Groupe est de \$718 millions et le taux de marge d'EBITDAs est de 29%.

En millions \$	Fin Septembre		Evolution En %
	2012	2011*	
<b>EBITDAs Groupe</b>	<b>718</b>	<b>553</b>	<b>30%</b>
<i>Taux de marge</i>	<i>29%</i>	<i>24%</i>	<i>NA</i>
Sercel	334	298	12%
<i>Taux de marge</i>	<i>36%</i>	<i>36%</i>	<i>NA</i>
Services	497	368	35%
<i>Taux de marge</i>	<i>28%</i>	<i>22%</i>	<i>NA</i>

\*Chiffres retraités

Le Résultat Opérationnel du Groupe est de \$253 millions. Le taux de marge opérationnelle est de 10%.

En millions \$	Fin Septembre		Evolution En %
	2012	2011*	
<b>Résultat Opérationnel Groupe</b>	<b>253</b>	<b>136</b>	<b>86%</b>
<i>Taux de marge</i>	<i>10%</i>	<i>6%</i>	<i>NA</i>
Sercel	300	257	17%
<i>Taux de marge</i>	<i>33%</i>	<i>31%</i>	<i>NA</i>
Services	73	-2	NA
<i>Taux de marge</i>	<i>4%</i>	<i>0%</i>	<i>NA</i>

\*Chiffres retraités

Les frais financiers ont été de \$114 millions :

- \$115 millions de coût net de la dette récurrent, tandis que le montant total d'intérêts effectivement payés au cours des neuf premiers mois de l'année a atteint \$69 millions.
- Les autres éléments financiers représentent une contribution positive de \$1 million, correspondant principalement à l'effet favorable des variations de devises.

Les Impôts s'élèvent à \$87 millions.

Après prise en compte du résultat positif de \$26 millions des sociétés mises en équivalence, le **Résultat Net** s'établit à \$78 millions, comparé à une perte de \$35 millions sur les neuf premiers mois de l'année 2011.

Le **Résultat Net part du Groupe** s'établit à \$65 millions/€50 millions après prise en compte des intérêts minoritaires qui ont un impact de \$13 millions/€10 millions. Le résultat net par action est de 0,33€ et de 0,43\$ par ADS.

Cash Flow :

Le cash flow dégagé par les opérations ressort à \$467 millions, quasi stable par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2011.

Les investissements du Groupe sont de \$577 millions en hausse de 33%, d'une année sur l'autre.

- Les investissements industriels s'élèvent à \$294 millions, quasi stable d'une année sur l'autre.
- Les investissements cash multi-clients sont de \$283 millions en hausse de 87%, et le taux de préfinancement est de 62%.

En millions \$	Fin Septembre		Evolution En %
	2012	2011*	
<b>Investissements</b>	<b>577</b>	<b>434</b>	<b>33%</b>
Industriels	294	283	0%
Cash Multi-clients	283	151	87%
<i>MC marine</i>	<i>178</i>	<i>49</i>	<i>264%</i>
<i>MC terrestre</i>	<i>105</i>	<i>102</i>	<i>2%</i>

\*Chiffres retraités

Après paiement des frais financiers et compte tenu des variations contraires du Besoin en Fonds de Roulement, le **cash flow libre** est négatif de \$175 millions sur les neuf premiers mois de l'année, à comparer à un cash flow libre négatif de \$8 millions sur les neuf premiers mois de l'année 2011.

#### Bilan :

##### Ratio d'endettement net sur capitaux propres:

La dette brute du Groupe s'établit à \$1,997 milliards à fin septembre 2012.

Après prise en compte de la trésorerie disponible de \$337 millions, la dette nette ressort à \$1,660 milliard à comparer à \$1,411 milliards enregistré fin 2011.

En conséquence, le ratio « dette nette sur capitaux propres » à fin septembre 2012 ressort à 43%.

##### Comparaison avec les neuf premiers mois de 2012 :

Principaux éléments financiers En Millions de \$	Fin Septembre	
	2012	2011*
<i>Taux de Change euro/dollar</i>	1,288	1,417
<b>Chiffre d'affaires</b>	2 472,6	2 276,0
<i>Sercel</i>	915,9	816,4
<i>Services</i>	1 764,4	1 657,4
<i>Elimination</i>	-207,7	-197,8
<b>Marge brute</b>	511,5	358,6
<b>Résultat opérationnel</b>	252,7	135,6
<i>Sercel</i>	299,7	256,8
<i>Services*</i>	73,2	-2,3
<i>Frais de siège et éliminations*</i>	-120,2	-118,9
<b>Charges financières</b>	-114,2	-146,0
<b>Impôts</b>	-86,9	-32,4
<b>Impôts différés liés aux variations de devises</b>	0,2	-1,4
<b>Mises en équivalence</b>	26,3	9,5
<b>Résultat net</b>	78,1	-34,7
<b>Résultat net par ADR en \$</b>	0,33	-0,21
<b>Résultat net par action en €</b>	0,43	-0,30
<b>EBITDAs</b>	717,5	552,7
<i>Sercel</i>	334,0	297,6
<i>Services</i>	496,9	368,5
Investissements industriels	294,3	283,2
Investissements multi-clients	283,1	151,3

\*Chiffres retraités

#### Autres Informations

- Une conférence téléphonique en langue anglaise est programmée ce jour, lundi 5 novembre 2012, à 9:00 H (heure de Paris)- 8:00 H (heure de Londres).  
Si vous souhaitez y participer, merci de composer 5 à 10 minutes avant l'heure prévue l'un des numéros suivants :
  - Appels US 1-877-317-6789
  - Appels internationaux 1-412-317-6789
  - Réécoute 1-877-344-7529 ou 1-412-317-0088
 N° de conférence : 10009288

Le titre de la conférence téléphonique «CGGVeritas résultats du troisième trimestre 2012» vous sera demandé.

- Les supports de la présentation commentée et les résultats financiers détaillés seront disponibles sur le site de la société et pourront être téléchargés avant la conférence.
- Ces conférences téléphoniques seront retransmises en direct sur le site Web de CGGVeritas [www.cggveritas.com](http://www.cggveritas.com) et la réécoute sera disponible pendant deux semaines.

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Du Troisième Trimestre 2012

## COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	Au 30 septembre	
	2012	2011 (retraité)
<b>Chiffres d'affaires</b> .....	<b>2 472,6</b>	<b>2 276,0</b>
Autres produits des activités ordinaires .....	2,7	2,4
<b>Total produits des activités ordinaires</b> .....	<b>2 475,3</b>	<b>2 278,4</b>
Coût des ventes .....	(1 963,8)	(1 919,8)
<b>Marge brute</b> .....	<b>511,5</b>	<b>358,6</b>
Coûts nets de recherche et développement .....	(65,4)	(55,5)
Frais commerciaux et administratifs .....	(68,7)	(58,4)
Frais généraux .....	(137,5)	(141,4)
Autres produits et charges, nets .....	12,8	32,3
<b>Résultat d'exploitation</b> .....	<b>252,7</b>	<b>135,6</b>
Coût de l'endettement financier brut .....	(117,5)	(136,9)
Produits financiers sur la trésorerie .....	2,0	1,8
<b>Coût de l'endettement financier net</b> .....	<b>(115,5)</b>	<b>(135,1)</b>
Autres produits (charges) financiers .....	1,3	(10,9)
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b> .....	<b>138,5</b>	<b>(10,4)</b>
Impôts différés sur les variations de change .....	0,2	(1,4)
Autres impôts sur les bénéfices .....	(86,9)	(32,4)
<b>Total impôts sur les bénéfices</b> .....	<b>(86,7)</b>	<b>(33,8)</b>
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b> .....	<b>51,8</b>	<b>(44,2)</b>
<b>Résultat des sociétés mises en équivalence</b> .....	26,3	9,5
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>78,1</b>	<b>(34,7)</b>
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires .....	\$ 64,9	(44,9)
Actionnaires <sup>(1)</sup> .....	€ 50,4	(31,7)
Participations ne donnant pas le contrôle .....	\$ 13,2	10,2
Nombre moyen pondéré d'actions émises .....	151 927 186	151 746 775
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options .....	685 906	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites .....	680 746	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles .....	(3)	(3)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif .....	153 293 838	151 746 775
<b>Résultat net par action</b>		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
- Base .....	\$ 0,43	(0,30)
- Base .....	€ 0,33	(0,21)
- Dilué .....	\$ 0,42	(0,30)
- Dilué .....	€ 0,33	(0,21)

(1) Converti au taux moyen de 1,2878 dollars US et 1,4166 dollars US respectivement au 30 septembre 2012 et 2011.

(2) Dès lors que le résultat de la période était une perte, les plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous condition de performance avaient un effet accréitif (augmentation du bénéfice net par action). Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

(3) Les obligations convertibles avaient un effet accréitif (augmentation du bénéfice net par action) ; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.

**COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES**

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	3ème trimestre	
	2012	2011 (retraité)
<b>Chiffres d'affaires</b> .....	<b>855,0</b>	<b>796,7</b>
Autres produits des activités ordinaires .....	0,6	0,7
<b>Total produits des activités ordinaires</b> .....	<b>855,6</b>	<b>797,4</b>
Coût des ventes .....	(660,5)	(638,8)
<b>Marge brute</b> .....	<b>195,1</b>	<b>158,6</b>
Coûts nets de recherche et développement .....	(20,9)	(17,5)
Frais commerciaux et administratifs .....	(22,1)	(18,2)
Frais généraux .....	(44,6)	(45,7)
Autres produits et charges, nets .....	6,8	20,5
<b>Résultat d'exploitation</b> .....	<b>114,3</b>	<b>97,7</b>
Coût de l'endettement financier brut .....	(38,8)	(40,4)
Produits financiers sur la trésorerie .....	0,6	0,6
<b>Coût de l'endettement financier net</b> .....	<b>(38,2)</b>	<b>(39,8)</b>
Autres produits (charges) financiers .....	(0,1)	7,5
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b> .....	<b>76,0</b>	<b>65,4</b>
Impôts différés sur les variations de change .....	0,2	(7,7)
Autres impôts sur les bénéfices .....	(41,0)	(19,0)
<b>Total impôts sur les bénéfices</b> .....	<b>(40,8)</b>	<b>(26,7)</b>
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b> .....	<b>35,2</b>	<b>38,7</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence .....	12,6	1,8
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>47,8</b>	<b>40,5</b>
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires .....	\$ 44,2	37,3
Actionnaires <sup>(1)</sup> .....	€ 34,6	26,8
Participations ne donnant pas le contrôle .....	\$ 3,6	3,2
Nombre moyen pondéré d'actions émises .....	151 985 357	151 857 149
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options .....	810 629	360 279
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites .....	680 746	471 643
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles .....	<sup>(2)</sup>	<sup>(2)</sup>
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif .....	153 476 732	152 689 071
<b>Résultat net par action</b>		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base .....	\$ 0,29	0,25
– Base .....	€ 0,23	0,18
– Dilué .....	\$ 0,29	0,24
– Dilué .....	€ 0,23	0,18

<sup>(1)</sup> Correspond à la différence entre les données au 30 septembre moins le premier semestre.

<sup>(2)</sup> Les obligations convertibles avaient un effet accrétif (augmentation du bénéfice net par action) ; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.



**ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE**

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012

Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011 (retraité)

(En millions de dollar US)	Services	Equipe- ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe- ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers .....	1 764,4	708,2	–	2 472,6	1 657,4	618,6	–	2 276,0
Chiffre d'affaires inter secteurs .....	0,6	207,7	(208,3)	–	0,9	197,8	(198,7)	–
<b>Chiffre d'affaires total .....</b>	<b>1 765,0</b>	<b>915,9</b>	<b>(208,3)</b>	<b>2 472,6</b>	<b>1 658,3</b>	<b>816,4</b>	<b>(198,7)</b>	<b>2 276,0</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients) .....	(220,5)	(32,1)	–	(252,6)	(219,8)	(37,4)	–	(257,2)
Dotation aux amortissements multi-clients.....	(237,5)	–	–	(237,5)	(162,0)	–	–	(162,0)
<b>Résultat d'exploitation .....</b>	<b>73,2</b>	<b>299,7</b>	<b>(120,2)<sup>(a)</sup></b>	<b>252,7</b>	<b>(2,3)</b>	<b>256,8</b>	<b>(118,9)<sup>(a)</sup></b>	<b>135,6</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence (b) .....	26,3	–	–	26,3	9,5	–	–	9,5
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (hors multi-clients) (c) .....	273,2	21,1	–	294,3	267,4	15,8	–	283,2
Acquisition multi-clients .....	323,7	–	–	323,7	164,6	–	–	164,6
Investissements dans les sociétés mises en équivalence .....	27,5	–	–	27,5	4,8	–	–	4,8

(a) y compris les frais de siège s'élevant à 40,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 41,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011.

(b) dont respectivement 36,4 millions de dollars et US 9,2 millions de dollars US de résultats opérationnels au 30 septembre 2012 et 2011.

(c) y compris (i) des équipements acquis en crédit-bail pour 2,8 millions de dollars US et 15,9 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 et 2011 respectivement, (ii) des coûts de développement capitalisés pour 14 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 et 13,6 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011 pour le secteur des Services et 7 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 4,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011 pour le secteur des Equipements.

(En millions de dollar US)	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012				Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 (retraité)			
	Services	Equipe- ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe- ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers .....	633,9	221,1	–	855,0	591,8	204,9	–	796,7
Chiffre d'affaires inter secteurs .....	0,6	61,8	(62,4)	–	0,4	70,2	(70,6)	–
<b>Chiffre d'affaires total .....</b>	<b>634,5</b>	<b>282,9</b>	<b>(62,4)</b>	<b>855,0</b>	<b>592,2</b>	<b>275,1</b>	<b>(70,6)</b>	<b>796,7</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients) .....	(71,4)	(11,2)	–	(82,6)	(77,0)	(11,7)	–	(88,7)
Dotation aux amortissements multi-clients.....	(92,6)	–	–	(92,6)	(64,2)	–	–	(64,2)
<b>Résultat d'exploitation .....</b>	<b>61,6</b>	<b>92,5</b>	<b>(39,8)<sup>(a)</sup></b>	<b>114,3</b>	<b>52,8</b>	<b>86,5</b>	<b>(41,6)<sup>(a)</sup></b>	<b>97,7</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence (b).....	12,6	–	–	12,6	1,8	–	–	1,8
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (hors multi-clients) (c) .....	60,7	9,4	–	70,1	99,3	4,9	–	104,2
Acquisition multi-clients .....	143,9	–	–	143,9	75,2	–	–	75,2

(a) y compris les frais de siège s'élevant à 13,0 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 contre 12,7 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011.

(b) dont respectivement 15,7 millions de dollars US et 1,8 millions de dollars US de résultats opérationnels au 30 septembre 2012 et 2011.

(c) y compris (i) des équipements acquis en crédit-bail pour 2,8 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, (ii) des coûts de développement capitalisés pour 4,8 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 et 6,3 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 pour le secteur des Services et 2,1 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 contre 1,2 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 pour le secteur des Equipements.

**BILAN CONSOLIDE NON AUDITE**

	30 septembre 2012	31 décembre 2011 (retraité)
	(non audité)	
<b>Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire</b>		
<b>ACTIF</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	337,1	531,4
Clients et comptes rattachés.....	845,2	876,0
Stocks et travaux en cours.....	424,0	361,5
Créances d'impôt.....	109,8	119,4
Autres actifs courants.....	155,4	157,0
Actifs détenus en vue de la vente, nets.....	425,5	64,5
<b>Total actif courant.....</b>	<b>2 297,0</b>	<b>2 109,8</b>
Impôts différés actif.....	178,8	188,8
Participations et autres immobilisations financières.....	52,6	24,7
Sociétés mises en équivalence.....	139,5	131,7
Immobilisations corporelles, nettes.....	1 171,3	1 183,2
Immobilisations incorporelles, nettes.....	974,8	865,1
Ecarts d'acquisition des entités consolidées.....	2 413,0	2 688,2
<b>Total actif non-courant.....</b>	<b>4 930,0</b>	<b>5 081,7</b>
<b>TOTAL ACTIF.....</b>	<b>7 227,0</b>	<b>7 191,5</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
Concours bancaires court terme.....	4,0	6,0
Dettes financières – part court terme.....	120,6	64,5
Fournisseurs et comptes rattachés.....	415,0	386,4
Dettes sociales.....	172,2	185,7
Impôts sur les bénéfices à payer.....	104,4	159,7
Acomptes clients.....	26,8	51,0
Provisions – part court terme.....	32,5	34,6
Autres passifs courants.....	265,3	272,3
<b>Total passif courant.....</b>	<b>1 140,8</b>	<b>1 160,2</b>
Impôts différés passif.....	83,9	110,8
Provisions – part long terme.....	95,9	106,7
Dettes financières – part long terme.....	1 872,2	1 871,6
Autres passifs non courants.....	44,2	49,8
<b>Total dettes et provisions non-courantes.....</b>	<b>2 096,2</b>	<b>2 138,9</b>
Capital social : 251 597 913 actions autorisées et 152 031 873 émises au nominal de 0,40 € au 30 septembre 2012 et 151 861 932 au 31 décembre 2011.....	79,9	79,8
Primes d'émission et d'apport.....	2 671,2	2 669,3
Réserves.....	1 145,1	1 161,1
Autres réserves.....	(18,6)	(17,0)
Titres d'autocontrôle.....	(20,6)	(20,6)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère.....	64,9	(28,2)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres.....	(7,0)	(11,5)
Ecarts de conversion.....	(19,2)	(27,6)
<b>Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère.....</b>	<b>3 895,7</b>	<b>3 805,3</b>
Participations ne donnant pas le contrôle.....	94,3	87,1
<b>Total capitaux propres.....</b>	<b>3 990,0</b>	<b>3 892,4</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>7 227,0</b>	<b>7 191,5</b>

- (1) Le 1er janvier 2012, le Groupe a changé la devise de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar US afin de mieux refléter le profil des produits, des coûts et des flux de trésorerie qui sont principalement générés en dollar US, et ainsi, permettre de mieux figurer sa performance financière. Un changement de devise de présentation constitue un changement de méthode comptable, et à ce titre, les états financiers historiques ont été retraités de l'euro au dollar US. Les écarts de conversion cumulés, remis à zéro au 1er janvier 2004 lors de la transition aux IFRS, sont présentés comme si le Groupe avait appliqué le dollar US. comme devise de présentation depuis cette date. La devise fonctionnelle de la maison-mère demeure l'euro. Les écarts de conversion provenant de la maison-mère sont présentés en autres réserves.

Les principaux retraitements liés au changement de devise de présentation de l'euro au dollar U.S sont présentés comme suit (en millions):

	<b>Comptes consolidés historiques 31/12/11 en euros</b>	<b>Comptes consolidés historiques 31/12/11 convertis en dollars U.S <sup>(a)</sup></b>	<b>Retraitements <sup>(b)</sup></b>	<b>Comptes consolidés 31/12/11 retraités en dollars U.S</b>
Capital, primes, réserves et autres	2 883,1	3 730,5	+102,4	3 832,9
Ecart de conversion	55,8	72,2	(99,8)	(27,6)
<b>Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGGVeritas</b>	<b>2 938,9</b>	<b>3 802,7</b>	<b>+2,6</b>	<b>3 805,3</b>

<sup>(a)</sup> Conversion au taux de clôture €/U.S.\$ de 1,2939

<sup>(b)</sup> Ecarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1.2939 U.S.\$ pour 1 euro, y compris écarts de conversion de la maison-mère de (17) millions de dollars US classés en autres réserves.

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE NON AUDITE**

9 mois clos le 30 septembre

	2012	2011 (retraité)
<b>Montants en millions de dollars US</b>		
<b>EXPLOITATION</b>		
Résultat net (y compris participations ne donnant pas le contrôle).....	78,1	(34,7)
Amortissements et dépréciations .....	252,6	257,2
Amortissements et dépréciations des études multi-clients.....	237,5	162,0
Amortissements et dépréciations des études multi-clients capitalisés .....	(40,6)	(13,3)
Augmentation (diminution) des provisions .....	(3,0)	(15,2)
Charges liées aux stock-options .....	15,3	11,2
Plus ou moins values de cessions d'actif.....	(13,0)	(23,2)
Résultat des mises en équivalence.....	(26,3)	(9,5)
Dividendes reçus .....	22,1	6,9
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie.....	4,0	(8,5)
<b>Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt.....</b>	<b>526,7</b>	<b>332,9</b>
Annulation du coût de la dette financière .....	115,5	135,1
Annulation de la charge d'impôt.....	86,7	33,8
<b>Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt.....</b>	<b>728,9</b>	<b>501,8</b>
Impôt décaissé.....	(122,8)	(71,8)
<b>Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement .....</b>	<b>606,1</b>	<b>430,0</b>
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés .....	(77,7)	111,2
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours .....	(52,3)	(37,3)
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants .....	(3,5)	50,6
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés.....	23,2	(68,6)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants .....	(31,1)	4,8
- impact du change sur les actifs et passifs financiers .....	2,2	(18,0)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....</b>	<b>466,9</b>	<b>472,7</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations (hors études multi-clients).....	(290,5)	(259,5)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients .....	(283,1)	(151,3)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles.....	3,3	6,1
Plus ou moins values sur immobilisations financières .....	35,4	4,5
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise.....	(52,5)	(0,7)
Effets des variations de périmètre.....	-	-
Variation des avances reçues.....	0,4	2,8
Variation des subventions d'investissement .....	(1,2)	-
Variation des autres actifs financiers non courants.....	(1,4)	2,1
<b>Flux de trésorerie affectés aux investissements .....</b>	<b>(589,6)</b>	<b>(396,0)</b>
<b>FINANCEMENT</b>		
Remboursement d'emprunts.....	(50,8)	(1 194,1)
Nouveaux emprunts.....	79,2	1 202,8
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(19,5)	(35,4)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires .....	(2,0)	-
Charges d'intérêt payées.....	(68,5)	(69,6)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère .....	2,0	3,3
- par les participations ne donnant pas le contrôle.....	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires.....	-	-
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées .....	(5,6)	(4,0)
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle .....	-	-
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement.....</b>	<b>(65,2)</b>	<b>(97,0)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie .....	(6,4)	1,8
<b>Variation de trésorerie .....</b>	<b>(194,3)</b>	<b>(18,5)</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture .....</b>	<b>531,4</b>	<b>448,8</b>
<b>Trésorerie à la clôture .....</b>	<b>337,1</b>	<b>430,3</b>

## **Paris – 6 novembre 2012**

### **SpiceRack : CGGVeritas et Saudi Aramco annoncent une collaboration majeure en R&D pour développer une solution innovante d'acquisition sismique de fond de mer**

Cinq mois après avoir signé un Protocole d'Accord dans le domaine de la recherche et du développement de nouvelles technologies géophysiques (acquisition, imagerie, analyse et interprétation), CGGVeritas et Saudi Aramco annoncent une collaboration pour développer un important projet commun de R&D, appelé SpiceRack™, une innovation majeure en acquisition sismique de fond de mer.

Dans le cadre du projet SpiceRack, CGGVeritas et Saudi Aramco travailleront en partenariat étroit pour développer, fabriquer et commercialiser une solution robotisée innovante destinée à l'acquisition de données sismiques de fond de mer. Basée sur le déploiement de capteurs d'enregistrement autopropulsés, cette solution innovante permettra de livrer des données sismiques d'excellente qualité pour l'analyse détaillée des réservoirs.

Les deux groupes associeront leurs expériences en matière d'acquisition sismique et alloueront les ressources nécessaires au projet SpiceRack. CGGVeritas renforcera ainsi des liens déjà étroits avec la King Fahd University of Petroleum and Minerals à Dhahran, en Arabie Saoudite. CGGVeritas implantera également son centre d'excellence pour l'automatisation de l'acquisition géophysique au sein du nouveau centre technologique, qu'elle ouvrira conjointement avec ARGAS, sa joint-venture saoudienne avec TAQA, dans la Dhahran Techno Valley.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas, a déclaré : « Avec le lancement de ce projet majeur de R&D c'est le futur de notre industrie que nous inventons. Nous sommes fiers d'être le fer de lance de la recherche en géophysique avec Saudi Aramco, dont nous sommes un partenaire privilégié depuis plus de quatre décennies. Je suis convaincu que SpiceRack sera le premier d'une longue série de succès en matière de R&D entre nos deux groupes. »

Thierry Brizard, Directeur Général Adjoint, Technologie, de CGGVeritas, a ajouté : « Depuis quatre-vingts ans, notre passion pour la R&D et l'innovation est un moteur essentiel de la réussite de CGGVeritas. Avec l'appui de nos 550 chercheurs à travers le monde, nous avons également de nombreux partenariats développant des solutions technologiques intégrées telles que SpiceRack. Que ce soit avec nos clients ou avec des instituts académiques, cette stratégie permet à CGGVeritas de rester à la pointe des technologies géophysiques. »

Samer AlAshgar, Directeur du EXPEC Advanced Research Center de Saudi Aramco, a indiqué : « Les partenaires technologiques tels que CGGVeritas jouent un rôle essentiel dans le développement de solutions technologiques innovantes adaptées aux objectifs à long terme de Saudi Aramco pour l'exploration et le développement des champs pétroliers. Le projet SpiceRack agrandit le portefeuille de la recherche et de la technologie du EXPEC Advanced Research Center et changera la donne dans le domaine de l'automatisation de l'acquisition des données sismiques. »

## **Paris – 6 novembre 2012**

### **Sercel lance une nouvelle génération de son système d'acquisition sans fil UNITE**

Sercel lance le UNITE nouvelle génération, système d'acquisition sans fil, et un nouveau géophone, le SG-5.

Le UNITE nouvelle génération offre désormais une autonomie de deux semaines et un nouveau logiciel d'exploitation permet d'augmenter de 50% le débit de récupération des données.

Le nouveau capteur SG-5 offre une réponse naturelle en basse fréquence à 5hz, bien en-dessous de la norme standard à 10hz, ce qui en fait le capteur idéal pour les applications micro-sismiques.

Ensemble, le UNITE nouvelle génération et le SG-5 offre une solution compacte de moins de deux kilogrammes.

Selon Pascal Rouiller, Président Directeur Général de Sercel : « Plus de 25 clients utilisent déjà notre système d'acquisition sans fil UNITE. Grâce aux améliorations apportées par le UNITE nouvelle génération et le SG-5, nous renforçons, une fois de plus, notre position de leader sur le marché de l'acquisition terrestre. Le lancement de cette nouvelle combinaison confirme notre engagement à satisfaire les besoins de nos clients en leur offrant la meilleure solution pour chaque application sismique. »

## **Paris – 7 novembre 2012**

### **CGGVeritas : Lancement de BroadSource, une nouvelle technologie renforçant le leadership de BroadSeis**

CGGVeritas annonce ce jour le lancement commercial de la technologie BroadSource™, la source sismique marine à très large bande de fréquences de CGGVeritas. BroadSource vient renforcer les capacités de BroadSeis™, la solution d'acquisition marine à très large bande de fréquences de CGGVeritas qui fait référence sur le marché, pour acquérir des images du sous-sol d'une qualité inégalée.

BroadSource est la combinaison d'une source multi-niveaux synchronisée et d'algorithmes de traitement, qui s'intègre dans BroadSeis permettant de remplir les trous spectraux de la source. Cette approche innovante génère les mêmes basses fréquences qu'un dispositif d'émission conventionnel remorqué à une grande profondeur tout en élargissant le spectre à des fréquences plus élevées, permettant ainsi d'obtenir une meilleure résolution et des images du sous-sol plus précises.

BroadSource renforce les avantages de BroadSeis. En élargissant la bande fréquentielle à 2.5-200Hz, BroadSource permet d'obtenir d'excellentes données sismiques à haute résolution. L'association des deux technologies fournit les images les plus nettes des fines couches géologiques, permettant de déceler leur structure comme la stratification et les fines variations de faciès et de fluides.

Déjà déployée pré-commercialement avec succès, BroadSource a donné des résultats impressionnants lors d'une étude BroadSeis menée cet été dans le secteur norvégien de la Mer du Nord pour Lundin Petroleum. Cette nouvelle source à très large bande de fréquences sera progressivement intégrée à la flotte BroadSeis et déployée sur commande.

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas, a déclaré : « Dans un secteur en rapide évolution, CGGVeritas confirme son engagement et son rôle d'acteur de premier plan dans le domaine de la sismique marine à très large bande de fréquences. BroadSource suscite déjà un intérêt considérable après un déploiement pré-commercial prometteur et renforcera BroadSeis en tant que référence en matière de solution d'acquisition marine à très large bande de fréquences. »

#### **Paris – 7 novembre 2012**

##### **CGGVeritas a effectué ses premières études BroadSeis au large de la Chine**

CGGVeritas a terminé avec succès ses premières études marines 3D BroadSeis™ au large de la Chine. Ces études en eaux profondes, portant sur deux régions au large de Shenzhen dans l'est de la Mer de Chine méridionale, ont été attribuées à CGGVeritas par la société chinoise de services sismiques, COSL (China Oilfield Services Limited), pour le compte de sa société mère, la compagnie pétrolière nationale chinoise, CNOOC. Les données qui sont déjà en cours de traitement dans le centre de CGGVeritas à Singapour doivent être livrées d'ici fin 2012.

Ces études ont été menées au titre d'un accord-cadre établissant une collaboration technique entre CGGVeritas et COSL s'appuyant sur la solution CGGVeritas d'acquisition marine à très large bande de fréquences, BroadSeis. L'utilisation de cette technologie de référence, choisie par CNOOC, permettra ainsi d'obtenir des images extrêmement précises des réservoirs superficiels et profonds de la région, y compris dans les zones les plus complexes.

Le navire Viking II, opérant avec huit streamers Sentinel Sercel de 8100 m équipés du système de contrôle de streamers Nautilus® de Sercel, a acquis environ 1000 km<sup>2</sup> de données en couverture complète sur les deux zones de l'étude, dont la zone de production riche en obstructions de HuiZhou. Grâce à une gestion efficace des opérations minimisant l'impact des conditions climatiques, notamment avec des prévisions extrêmement précises de l'apparition de typhons, les études ont été achevées dix jours avant la date prévue. COSL et CNOOC ont félicité l'équipe CGGVeritas pour l'acquisition de données de haute qualité sans compromis pour la sécurité, en dépit des difficultés opérationnelles rencontrées.

Yang Jing Hong, Président de COSL Geo, a dit : « Une coopération fructueuse sur ce projet positionne favorablement COSL et CGGVeritas. Elle permet à nos clients de bénéficier des toutes dernières technologies et d'un haut niveau de qualité à un prix compétitif, tout en contribuant au progrès de la géophysique. »

Jean-Georges Malcor, Directeur Général de CGGVeritas, a ajouté : « CGGVeritas remercie CNOOC et COSL de leur confiance. Ces premières études 3D BroadSeis réalisées dans les eaux chinoises sont doublement importantes pour CGGVeritas. Cette première en Chine est un événement en soi et son succès est de bon augure pour l'avenir de notre activité dans ce grand pays. L'accord-cadre que nous avons signé dernièrement avec COSL en vue d'établir une collaboration technique utilisant BroadSeis et la perspective d'autres commandes d'études BroadSeis en 2013 confirme un intérêt croissant pour l'acquisition à large bande de fréquences dans les eaux chinoises. »

## 1.8. ACQUISITION DE LA DIVISION GEOSCIENCE DE FUGRO

La description détaillée du projet d'acquisition de la Division Geoscience de Fugro figure au paragraphe 1.8 de la Première Actualisation du Document de Référence.

### 1.8.4. Contrat d'Acquisition - Conditions suspensives

L'acquisition de la Division Geoscience est soumise à la levée de conditions suspensives usuelles, notamment aux accords des autorités de concurrence, à la consultation des instances représentatives du personnel et à la conclusion du contrat relatif à la Joint Venture Seabed (voir paragraphe 1.8.4 de la Première Actualisation du Document de Référence).

A ce stade, le projet d'acquisition a fait l'objet de notifications préalables auprès des autorités de la concurrence en Australie et au Royaume-Uni et fera prochainement l'objet de notifications préalables auprès des autorités de la concurrence en Norvège et en Turquie. A la date du présent Prospectus, CGGVeritas estime que l'autorisation de l'acquisition de la Division Geoscience ne devrait pas soulever de difficultés majeures avec les autorités de la concurrence susmentionnées, qui soient susceptibles de remettre en cause l'acquisition.

Par ailleurs, à la date de la présente Actualisation du Document de Référence, la consultation des instances représentatives du personnel est en cours et le contrat relatif à la Joint Venture Seabed est en cours de négociations.

Les risques que soulèvent pour le Groupe ces conditions suspensives sont décrits au paragraphe 3.8.2 de la Première Actualisation du Document de Référence.

### 1.8.7. Financement de l'Acquisition

Le prix d'acquisition auprès de Fugro de la Division Geoscience s'élève à 1,2 milliard d'euros. A la date de réalisation de l'acquisition, prévue pour la fin de l'exercice 2012, voire le début de l'exercice 2013, le Groupe paiera cette acquisition en numéraire à hauteur de 975 millions d'euros et par compensation de créance à hauteur de 225 millions d'euros (dans le cadre de la création de la Joint Venture Seabed – cf. infra).

#### Paiement en numéraire à hauteur de 975 millions d'euros

Le Groupe financera cette partie du prix d'acquisition :

- à hauteur de 400 millions d'euros : grâce à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription réalisée le 23 octobre 2012 (opération ayant fait l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers sous le n° 12-462 le 25 septembre 2012) ; et
- pour le solde, soit 575 millions d'euros : par un recours à l'endettement, sous forme d'émissions obligataires, convertibles en actions ou non, et/ou de prêts bancaires. La Société lance ainsi ce jour une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles ou existantes à échéance 2019 d'un montant (avant commissions et frais) de 315 millions d'euros, susceptible d'être porté à 360 millions d'euros (en cas d'exercice de l'option de surallocation consentie aux banques garantes) (les « **OCEANE 2019** »). En outre, la Société a conclu une lettre d'engagement aux termes de laquelle Credit Suisse International, Bank of America Securities Limited, BNP Paribas et Société Générale s'engagent à mettre en place au profit du Groupe un crédit relais (*bridge credit facility*) d'un montant maximum de 700 millions d'euros, et ce jusqu'au 30 juin 2013 (sauf si l'acquisition est réalisée préalablement ou abandonnée) ; le montant de cet engagement sera réduit à due concurrence du produit net de l'émission des OCEANE 2019.

CGGVeritas et les banques susmentionnées sont ainsi convenues de conclure un contrat de crédit relais dont les principales modalités seraient les suivantes :

- une maturité initiale de 12 mois, aux termes desquels le contrat de crédit relais sera remplacé par un prêt à terme d'une maturité de 7 ans ;
- une option, pouvant être exercée par les prêteurs après la date de maturité initiale, leur permettant de remplacer le prêt à terme par des obligations à taux fixe du même montant. Les modalités des obligations qui seraient ainsi émises par CGGVeritas seraient similaires à celles des obligations émises par CGGVeritas portant intérêt annuel à 6½% et à maturité 2021 et (les « **Obligations 2021** ») ;
- des garanties accordées par les filiales garantes des obligations actuelles et futures de CGGVeritas ;
- absence de sûretés ;
- les intérêts seront calculés selon les modalités suivantes :
  - le taux d'intérêt sera égal (i) au montant le plus élevé entre (A) 100 points de base et (B) le taux Euribor trois mois augmenté d'un *spread* et des coûts correspondants. Le *spread* initial pour les trois premiers mois sera de 550 points de base ;
  - le *spread* augmentera de 50 points de base à la fin de chaque période de trois mois jusqu'au complet remboursement du crédit relais ou jusqu'à sa conversion en un prêt à terme à la date de maturité initiale ;
  - le *spread* augmentera également de 50 points de base supplémentaires à chaque fois que la notation du crédit relais (ou s'il ne fait pas l'objet d'une notation, la notation des Obligations 2021) sera dégradée en dessous de Ba3/BB- par Standard & Poor's ou Moody's ;
  - les intérêts payés au titre du crédit relais seront plafonnés à 8,75% jusqu'au 12 février 2013 et à 9,75% au-delà de cette date, ces taux étant augmentés le cas échéant des augmentations du *spread* pouvant résulter des changements de notation décrits ci-dessus ;
- remboursement anticipé obligatoire par le produit de toute émission d'obligations, d'actions ou de titres convertibles, dettes dépassant certains seuils, cessions d'actifs, produits reçus au titre de contentieux d'assurance, sommes reçues au titre du Contrat d'Acquisition (à la suite de réclamations, de réduction du prix d'acquisition ou autre) ;



- en cas de changement de contrôle de CGGVeritas avant la date de maturité initiale, obligation de rembourser 100% du principal du crédit relais ; en cas de changement de contrôle de CGGVeritas après la date de maturité initiale, obligation de rembourser 101% du principal du prêt à terme ou des obligations reçues en échange du prêt à terme ;
- *covenants* similaires à celles prévues par le contrat de souscription des Obligations 2021 ; et
- cas d'exigibilité anticipée similaires aux cas d'exigibilité anticipée prévus par le contrat de souscription des Obligations 2021, sous réserve, pendant une période de 90 jours à compter de la conclusion du crédit-relais, de certaines exceptions pour les événements liés aux activités acquises auxquels il peut être remédié et dont CGGVeritas ne connaissait pas l'existence.

Ce crédit-relais viendra accroître l'endettement du Groupe (voir le paragraphe 3.3.4 de la présente Actualisation du Document de Référence).

***Paiement par compensation de créance à hauteur de 225 millions d'euros***

Le Groupe paiera une partie du prix d'acquisition par voie de compensation de créance auprès de Fugro, à hauteur de 225 millions d'euros. En effet, dans le cadre de la constitution de la Joint-Venture Seabed, les apports respectifs du Groupe et de Fugro représenteront des montants de 565 millions de dollars U.S. et 145 millions de dollars U.S. Les parties étant convenues que la répartition du capital de la Joint-Venture Seabed serait de 40% pour le Groupe et 60% pour Fugro, les apports effectués par le Groupe excèderont, à hauteur de 225 millions d'euros, la valeur de sa participation dans la Joint-Venture Seabed. Le Groupe cédera en conséquence à Fugro les actions de la Joint-Venture Seabed correspondant à ce montant excédentaire afin que Fugro en détienne *in fine* 60% du capital, le Groupe disposant alors d'une créance de 225 millions d'euros sur Fugro, qui sera ainsi compensée au titre du paiement partiel du prix d'acquisition.

**Information financière**

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 et le premier semestre 2012, CGGVeritas a établi des comptes pro forma, qui sont insérés au paragraphe 1.9 de la Première Actualisation du Document de Référence, donnant effet à l'Acquisition et à la constitution de la Joint-Venture Seabed en prenant pour hypothèse que celles-ci ont eu lieu au 1er janvier 2011.

## 2. RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

### 2.2. SALARIÉS

#### 2.2.2. Schéma d'intéressement du personnel

##### 2.2.2.2. Options de souscription d'actions

Le tableau suivant présente l'historique des attributions d'options de souscription d'actions à la date de la présente Actualisation du Document de Référence ainsi que les principales modalités de ces options (compte tenu de l'ajustement du nombre d'actions sous option et du prix d'exercice résultant de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription réalisée par la Société le 23 octobre 2012) :

	Plan 2006	Plan 2007	Plan 2008	Plan 2009	Plans 2010			Plan 2011	Plan 2012	Total
Date du Conseil d'administration	11/05/2006	23/03/2007	14/03/2008	16/03/2009	06/01/2010	22/03/2010	21/10/2010	24/03/2011	26/06/2012	
Nombre de bénéficiaires	171	145	130	149	1	339	3	366	413	
Nombre total d'actions <sup>(1)</sup> pouvant être souscrites	1 012 500	1 308 750	1 188 500	1 327 000	220 000	1 548 150	120 000	1 164 363	1 410 625	9 299 888
dont le nombre pouvant être souscrites par:										
<i>Les mandataires sociaux :</i>										
<i>Robert Brunck</i>	150 000	200 000	200 000	200 000	0	200 000	0	66 667	0	1 016 667
<i>Jean-Georges Malcor</i>	—	—	—	—	220 000	162 500	0	133 333	200 000	715 833
<i>Stéphane-Paul Frydman</i>	50 000	50 000	40 000	40 000	—	60 000	—	45 000	100 000	385 000
<i>Pascal Rouiller</i>	50 000	50 000	40 000	40 000	—	60 000	—	45 000	100 000	385 000
Point de départ d'exercice des options	12/05/2007	24/03/2008	15/03/2009	17/03/2010	07/01/2010	23/03/2011	22/10/2011	25/03/2012	26/06/2014	
Date d'expiration	11/05/2014	23/03/2015	14/03/2016	16/03/2017	06/01/2018	22/03/2018	21/10/2018	24/03/2019	26/06/2020	
Prix de souscription (en €) <sup>(1) (2)</sup>	24,952	28,885	30,947	8,381	13,977	18,471	16,046	24,21	17,839	
	- acquisition par 1/4ème sur les 4 premières années du plan;	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan;	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan;	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan;	- acquisition pour moitié immédiatement puis par 1/4 sur les deux années suivantes;	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan;	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan;	- acquisition par 1/3 sur les 3 premières années du plan;	- acquisition en trois tranches (50% après deux ans, 25% après trois ans et 25% après 4 ans);	
	- interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 12/05/2010.	- pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 24/03/2011.	- pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 15/03/2012.	- pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 17/03/13.	- interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 07/01/14.	- pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 23/03/14.	- pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 22/10/14.	- pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 25/03/2015.	- pour les résidents français, interdiction de cession des actions résultant de la levée avant le 26/06/16.	
Nombre d'actions souscrites au 31 octobre 2012 <sup>(3)</sup>	2 500	2 000	0	330 810	0	37 961	0	0	0	373 271
Nombre cumulé d'options de souscription annulées ou caduques <sup>(3)</sup>	15 861	93 050	124 160	89 675	0	97 971	0	71 273	825	492 815
Options de souscription restantes au 31 octobre 2012 <sup>(1)</sup>	1 001 048	1 221 425	1 120 226	950 179	231 538	1 430 622	126 291	1 150 636	1 483 424	8 715 389
Dont le nombre restant détenu par:										
<i>Les mandataires sociaux</i>										
<i>Robert Brunck</i>	157 864	210 490	210 489	189 429	—	210 493	—	70 165	0	1 048 930
<i>Jean-Georges Malcor</i>	—	—	—	—	231 538	171 026	—	140 329	210 484	753 377
<i>Stéphane-Paul Frydman</i>	52 622	52 623	42 098	37 072	—	63 149	—	47 361	105 243	400 168
<i>Pascal Rouiller</i>	52 622	52 623	42 098	42 096	—	63 149	—	47 361	105 243	405 192

<sup>(1)</sup> Compte tenu des ajustements opérés, tant sur le prix de souscription que sur le nombre d'actions sous-jacentes suite à l'augmentation de capital de décembre 2005, à la division par 5 du nominal de l'action de juin 2008 et à l'augmentation de capital d'octobre 2012.

<sup>(2)</sup> Le prix de souscription est égal à la moyenne des 20 cours de bourse précédant le conseil d'administration les ayant attribuées.

<sup>(3)</sup> Sans prise en compte des différents ajustements intervenus depuis la mise en place des plans.

### 2.2.2.3. Attribution d'actions gratuites soumises à des conditions de performance aux salariés du Groupe

A la date de la présente Actualisation du Document de Référence, les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions de la Société sont les suivantes (compte tenu de l'ajustement des modalités des plans d'actions gratuites résultant de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription réalisée par la Société le 23 octobre 2012) :

	Plan du 24 mars 2011	Plan du 26 juin 2012
Nombre d'actions	472 846	535 018
Nombre de bénéficiaires	365	413
Date de l'assemblée générale ayant autorisé l'attribution	29 avril 2008	4 mai 2011
Date d'attribution	24 mars 2011	26 juin 2012
Nombre de titres définitivement attribués à l'issue de la période d'acquisition	n.a	n.a
Date d'acquisition	24 mars 2013	26 juin 2014
Période de conservation	24 mars 2015	26 juin 2016
Conditions de performance	Résultat opérationnel Excédent brut opérationnel	Fondées sur la réalisation d'objectifs d'EBI <sup>(1)</sup> et EBITDAS <sup>(2)</sup>
Constatation de la réalisation des conditions de performance	Le Conseil d'administration	Le Conseil d'administration

<sup>(1)</sup> L'EBI est défini comme le résultat avant impôts.

<sup>(2)</sup> L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, dépréciations, amortissements et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire, car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit être considéré comme une alternative ni aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni au résultat net, comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

### **3. FACTEURS DE RISQUES**

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence, tels que modifiés par la Première Actualisation du Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

#### **3.3. RISQUES LIÉS À L'ENDETTEMENT DE CGGVERITAS**

##### **3.3.1. La dette importante de CGGVeritas pourrait être significativement défavorable à sa santé financière et l'empêcher de respecter ses engagements.**

L'endettement de CGGVeritas est significatif. Au 30 septembre 2012, le total de la dette financière nette de CGGVeritas (définie comme étant la dette financière brute moins la trésorerie et autres liquidités), de ses actifs et des capitaux propres est respectivement de 1 660 millions de dollars US (1 284 millions d'euros), 7 227 millions de dollars US (5 589 millions d'euros) et 3 990 millions de dollars US (3 086 millions d'euros). CGGVeritas ne peut garantir qu'elle sera en mesure dans le futur de générer les liquidités suffisantes pour respecter les engagements relatifs à sa dette ou des résultats suffisants pour couvrir ses charges fixes.

L'importance de la dette de CGGVeritas pourrait avoir des conséquences importantes. Elle pourrait en particulier :

- ^ accroître sa vulnérabilité à des situations économiques et sectorielles défavorables ;
- ^ conduire à devoir dédier au service de cette dette une partie importante du flux de trésorerie provenant des opérations, réduisant ainsi les disponibilités pour le financement des investissements et des autres dépenses générales de l'entreprise ;
- ^ limiter sa capacité de planification et d'adaptation aux changements dans le secteur dans lequel elle opère ;
- ^ donner un avantage concurrentiel à ses concurrents moins endettés ;
- ^ limiter sa capacité à faire de nouveaux emprunts en raison des clauses et engagements liés à sa dette.

##### **3.3.4. CGGVeritas et ses filiales pourraient recourir à un endettement supplémentaire substantiel.**

CGGVeritas et ses filiales pourraient recourir à l'avenir à un endettement supplémentaire substantiel (y compris toute dette garantie). Les dispositions des emprunts obligataires, des conventions de crédit syndiqué français et américain et des contrats de crédit en vigueur actuellement limitent la capacité d'endettement futur de CGGVeritas et de ses filiales, mais n'interdisent pas la souscription de dettes supplémentaires. Au 30 septembre 2012, le crédit syndiqué français était utilisé à hauteur de 40 millions de dollars US. Le Groupe disposait, à cette date, de 239 millions de dollars US (environ 185 millions d'euros) de lignes long-terme confirmées et non utilisées (voir les sections *Financement* et *Dette financière nette* des annexes aux états financiers consolidés au 30 septembre 2012 inclus au paragraphe 5.1.6.2 de la présente Actualisation du Document de Référence).

Un engagement de crédit relais d'un montant de 700 millions d'euros a été mis en place en date du 23 septembre 2012 dans le cadre de l'acquisition de la Division Geoscience (voir le paragraphe 1.8.7 de la présente Actualisation du Document de Référence). Ce crédit était non mobilisé au 30 septembre 2012.

La Société lance par ailleurs ce jour une émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions ordinaires nouvelles ou existantes à échéance 2019 d'un montant (avant commissions et frais) de 315 millions d'euros, susceptible d'être porté à 360 millions d'euros (en cas d'exercice de l'option de surallocation consentie aux banques garantes).

La souscription d'un endettement supplémentaire par CGGVeritas augmenterait corrélativement les risques s'y rapportant.

##### **3.3.6. Risque de liquidité**

Au 30 septembre 2012, l'endettement net du Groupe était de 1 660 millions de dollars US (1 284 millions d'euros), constitué de 1 997 millions de dollars US (1 544 millions d'euros) de dettes financières (dont 45 millions de dollars US de découverts bancaires et intérêts courus) et de 337 millions de dollars US (261 millions d'euros) de disponibilités.

Au 30 septembre 2012, les sources de financement se décomposaient comme suit :

- ^ des emprunts obligataires d'un montant respectif de 350 millions de dollars US (*Senior Notes* 9 1/2 % à échéance 2016), de 400 millions de dollars US (*Senior Notes* 7 3/4 % à échéance 2017), et de 650 millions de dollars US (*Senior Notes* 6 1/2 % à échéance 2021) ;
- ^ des obligations à option de conversion ou d'échange en actions ordinaires nouvelles ou existantes (OCEANE) de 360 millions d'euros à 1 3/4 % à échéance 2016 ;
- ^ le crédit syndiqué français, d'un montant de 200 millions de dollars US, mobilisé à hauteur de 40 millions de dollars US au 30 septembre 2012 ;
- ^ le crédit syndiqué américain, d'un montant de 79 millions de dollars US, non mobilisé au 30 septembre 2012 ;
- ^ le crédit relais, d'un montant maximum de 700 millions d'euros, non mobilisé au 30 septembre 2012 ; et
- ^ différentes lignes de crédit bilatérales confirmées, pour un total de 11 millions de dollars US, réparties entre plusieurs filiales du Groupe et mobilisées à hauteur de 4 millions de dollars US au 30 septembre 2012.

La Société a par ailleurs réalisé avec succès le 23 octobre 2012 une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant net d'environ 400 millions d'euros.

La ventilation des passifs financiers du Groupe figure dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US	30.09.2012	N+1		N+2 à N+4		N+5 et au-delà		Total	
		Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts	Nominal	Intérêts
Emprunts obligataires	1784	0	115	734	340	1050	242	1784	697
Emprunts bancaires	85	55	4	30	2	0	0	85	7
Dettes de location de financement	140	25	7	25	17	90	19	140	42
Banques créditrices	4	4	0	0	0	0	0	4	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésorerie	-337	0	0	0	0	0	0	-337	0
<b>Total passifs financiers nets</b>	<b>1 676</b>	<b>84</b>	<b>126</b>	<b>790</b>	<b>359</b>	<b>1140</b>	<b>261</b>	<b>1676</b>	<b>745</b>

Ne sont pas inclus :

- ^ les intérêts courus ;
- ^ les ajustements IFRS ; et
- ^ la prime d'émission.

Un certain nombre de restrictions et engagements encadrent les emprunts obligataires, les conventions de crédit syndiqué français et américain. En particulier certains ratios financiers doivent être respectés. À titre indicatif, au 30 septembre 2012, ces ratios et tests peuvent être décrits comme suit :

Ratio	Crédit syndiqué US	Crédit syndiqué français	30.09.2012
	Référence	Référence	
Dettes nettes financières / EBITDAS	≤2,5	≤2,5	1,63 ×
EBITDAS / charge d'intérêts totale	≥3	≥3,50	6,61 ×
Dépenses nettes d'investissement (Net CAPEX)	n.a.	< 600 MUS\$ et < 50 % de l'EBITDA	464 MUS\$ (FY 2011)

Au 30 septembre 2012, le Groupe disposait de ressources financières d'un montant total de 576 millions de dollars US (incluant la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les valeurs mobilières de placement et la part non tirée des lignes de crédit syndiqué) pour faire face à ses obligations. En outre, il considère comme très négligeable le risque d'accélération de l'exigibilité des dettes financières.

CGGVeritas bénéficie d'une appréciation tendancielle qui évalue l'orientation possible (positive ou négative) d'une notation de crédit dans le temps. Pour déterminer une notation de perspective, les agences de notation s'intéressent à toutes les évolutions économiques, opérationnelles de l'entreprise et de son industrie.

Les notations des agences de crédit applicables au Groupe s'établissent respectivement :

- ^ selon Standard & Poor's, à BB- (avec mise sous surveillance négative (*negative watch*) depuis le 24 septembre 2012) pour la notation « Corporate », BB pour les crédits syndiqués américain et français, BB- pour les emprunts obligataires non sécurisés ;
- ^ selon Moody's, à Ba2 (en cours de revue pour dégradation (*under review for downgrade*) depuis le 24 septembre 2012) pour la notation « Corporate », Baa3 pour les crédits syndiqués américain et français, Baa3 pour les emprunts obligataires non sécurisés.

À la date de la présente Actualisation du Document de Référence et au vu de sa situation actuelle, et sans préjudice des conséquences à l'avenir d'une éventuelle dégradation de son activité ou de ses perspectives, la Société considère ne pas être exposée à un risque significatif de liquidité.

### 3.3.7. Risque de taux au 30 septembre 2012

CGGVeritas peut être amenée à souscrire à une partie de ses dettes financières auprès d'institutions financières à taux d'intérêt variables indexés sur des durées de tirage allant d'un à douze mois. Il peut en résulter une variation de la charge d'intérêt correspondante en fonction de l'évolution des taux d'intérêt à court terme. Ce risque est cependant atténué dans la mesure où une partie importante de la dette contractée par le Groupe est constituée d'emprunts obligataires à taux fixe ainsi que d'un certain nombre de contrats de crédit-bail et de lignes de crédit bancaires à moyen terme de durées variables également à taux fixes.

Exposition nette au risque de taux avant et après opération de couverture

30.09.2012	Actifs financiers (*)		Passifs financiers (*)		Exposition nette avant couverture		Instruments de taux de couverture		Exposition nette après couverture	
	(a)	(b)	(c)=(a)-(b)	(d)	(e)=(c)+(d)					
<i>En millions de dollars US</i>	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	35	180	6	72	28	108	0	0	28	108
De 1 à 2 ans	0	0	0	30	0	-30	0	0	0	-30
De 3 à 5 ans	0	0	1144	19	-1144	-19	0	0	-1144	-19
Plus de 5 ans	0	0	708	0	-708	0	0	0	-708	0
<b>Total.....</b>	<b>35</b>	<b>180</b>	<b>1859</b>	<b>121</b>	<b>-1825</b>	<b>59</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1825</b>	<b>59</b>

\* Hors découverts bancaires et intérêts courus, mais incluant la participation des salariés.

Au 30 septembre 2012, la position nette à taux variable et à moins d'un an est positive à hauteur de 108 millions de dollars US.

Sensibilité au risque de taux sur les actifs et passifs financiers

30/09/12		
<i>En millions de dollars US</i>	Impact en résultat avant impôt	Impact en capitaux propres avant impôts
Impact d'une variation de + 0,25 % des taux d'intérêts	0,1	0,1
Impact d'une variation de - 0,25 % des taux d'intérêts	-0,1	-0,1

Le taux moyen de la part variable de la dette au 30 septembre 2012 était de 3 % alors que le taux de rémunération des actifs financiers était de 0,25 %.

### 3.4. AUTRES RISQUES DE NATURE FINANCIÈRE

#### 3.4.1. Risque de change au 30 septembre 2012

	30/09/2012					
	Actif *	Passif *	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Position nette après couverture
<i>(Converti en million d'euros)</i>	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) - (b) ± (c)	(e)	(f) = (d) + (e)
US\$ <sup>(1)</sup>	1262,5	1234,2	0,0	28,2	-32,6	-4,4

(1) Actifs et passifs monétaires en dollars US dans les sociétés dont la monnaie fonctionnelle est l'euro. Ces comptes de bilan sont revalorisés à la parité de clôture.

30/09/2012

	Actif *	Passif *	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Position nette après couverture
(Exprimé en million d'euros)	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) - (b) ± (c)	(e)	(f) = (d) + (e)
EUR <sup>(1)</sup>	331,0	343,4	0,0	-12,4	1,0	-11,4

(2) Actifs et passifs monétaires en euros dans les sociétés dont la monnaie fonctionnelle est le dollar US. Ces comptes de bilan sont revalorisés à la parité de clôture.

La position nette de change concerne essentiellement l'Euro. CGGVeritas tend à ramener à l'équilibre cette position de change par une politique d'achat à terme d'Euros. Ainsi, bien que CGGVeritas tente de minimiser ce risque, le Groupe ne peut garantir que les fluctuations de taux de change n'aient pas un effet significativement défavorable sur ses résultats. À ce jour, il est estimé qu'une baisse de 10 cents de l'Euro par rapport au dollar US augmenterait de 40 millions de dollars US notre résultat d'exploitation.

À travers l'IAS 12, le Groupe se trouve par ailleurs sur le plan comptable exposé aux variations de change au niveau de l'imposition différée lorsque la monnaie fonctionnelle de l'entité propriétaire d'actifs non monétaires ne coïncide pas avec la monnaie fiscale.

#### Tableau d'analyse de sensibilité

	Impact sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôt		de
	Hausse de 10 cents *	Baisse de 10 cents *	Hausse de 10 cents *	Baisse de 10 cents *	
EUR		(40)	40	(40)	40
<b>TOTAL</b>		<b>(40)</b>	<b>40</b>	<b>(40)</b>	<b>40</b>

\* Par rapport au dollar US

## 4. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

### 4.1. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

#### 4.1.1. Composition du Conseil d'administration

M. Denis Ranque, administrateur non indépendant et membre du Comité stratégique et du Comité technologique, a quitté ses fonctions le 27 octobre 2012. A la date de la présente Actualisation du Document de Référence, il n'est pas envisagé de procéder au remplacement de M. Denis Ranque au sein du Conseil d'administration.

Les mandats exercés par Mme Agnès Lemarchand, administrateur indépendant coopté par le Conseil d'administration du 21 septembre 2012 en remplacement de M. David Work, sont présentés ci-dessous :

#### **Agnès LEMARCHAND**

Administrateur

##### **Mandats en cours :**

**au sein du Groupe :** aucun

##### **hors Groupe :**

##### **Sociétés et institutions françaises :**

- ^ Membre du conseil de surveillance de Mersen
- ^ Membre du conseil de surveillance d'Areva
- ^ Membre du conseil de surveillance de SICLAE
- ^ Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental

##### **Sociétés étrangères :**

- ^ *Executive Chairman* de Steetley Dolomite Limited

Il n'existe aucun lien familial entre Mme Agnès Lemarchand et les autres principaux dirigeants de la Société.

À la connaissance de la Société, Mme Agnès Lemarchand n'a pas fait l'objet d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années. Mme Agnès Lemarchand n'a pas participé en qualité de dirigeant à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années et n'a pas fait l'objet d'une incrimination ni d'une sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire. Mme Agnès Lemarchand n'a pas été empêchée par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

Il est précisé qu'il n'existe pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs de Mme Agnès Lemarchand à l'égard de la Société et ses intérêts privés.

Il n'existe à ce jour aucun contrat de services liant Mme Agnès Lemarchand à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales.

### 4.2. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES

#### 4.2.5. Opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées entre le 26 septembre 2012 et la date de la présente Actualisation du Document de Référence

<i>Nom</i>	<i>Nature de l'opération</i>	<i>Date</i>	<i>Prix unitaire</i>	<i>Montant de l'opération</i>
<b>Jean-Georges MALCOR</b> <i>Directeur Général et Administrateur</i>	Achat d'actions	27 septembre 2012	21,153 €	12 576,50 €
	Achat d'actions	4 octobre 2012	17 €	22 100,00 €
	Achat de 12 droits préférentiels de souscription	4 octobre 2012	1,166 €	13,99 €
<b>Thierry LE ROUX</b> <i>Vice-Président Exécutif, Business Development</i>	Cession de 84 422 droits préférentiels de souscription	28 septembre 2012	1,256 €	106 034,00 €
<b>Olivier APPERT</b> <i>Administrateur</i>	Achat d'actions	1 octobre 2012	17 €	5 644,00 €
<b>Daniel VALOT</b> <i>Administrateur</i>	Achat d'actions	1 octobre 2012	17 €	5 236,00 €
	Cession de 5 droits préférentiels de souscription	2 octobre 2012	1,274 €	6,37 €
<b>Denis RANQUE</b> <i>Administrateur</i>	Achat d'actions	2 octobre 2012	17 €	1 360,00 €
<b>Jean DUNAND</b> <i>Administrateur</i>	Achat d'actions	4 octobre 2012	17 €	11 560,00 €



<i>Nom</i>	<b>Nature de l'opération</b>	<b>Date</b>	<b>Prix unitaire</b>	<b>Montant de l'opération</b>
<b>Pascal ROUILLER</b> <i>Directeur Général Délégué et Vice-Président Exécutif de la Division Équipement</i>	Cession de 18 944 droits préférentiels de souscription	5 octobre 2012	1,2321 €	23 340,90 €
<b>Stéphane-Paul FRYDMAN</b> <i>Directeur Général Délégué et Vice-Président Exécutif Finances</i>	Exercice de stock options	4 octobre 2012	8,82 €	42 106,68 €
	Cession de 12 774 droits préférentiels de souscription	4 octobre 2012	1,1425 €	14 585,15 €
	Cession de 4 774 droits préférentiels de souscription	5 octobre 2012	1,219 €	5 819,50 €
	Cession de 7 500 droits préférentiels de souscription	5 octobre 2012	1,14 €	8 550,00 €
<b>Robert BRUNCK</b> <i>Président du Conseil d'Administration</i>	Exercice de stock options	4 octobre 2012	8,82 €	176 400,00 €
	Cession de 154 809 droits préférentiels de souscription	5 octobre 2012	1,2140 €	187 938,12 €
	Cession de 25 540 droits préférentiels de souscription	8 octobre 2012	1,244 €	31 771,76 €
<b>Luc SCHLUMBERGER</b> <i>Vice-Président Exécutif, Division Multi-clients et nouveaux modèles de business</i>	Cession de 4 655 droits préférentiels de souscription	10 octobre 2012	1,386 €	6 451,83 €
<b>Pascal ROSSET</b> <i>Vice-président exécutif ressources humaines</i>	Achat d'actions	10 octobre 2012	17 €	14 212,00 €
	Achat de 16 droits préférentiels de souscription	10 octobre 2012	1,419 €	22,70 €

## **5. SITUATION FINANCIERE, RESULTATS ET PERSPECTIVES**

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

### **5.1. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT**

#### **5.1.6. Comptes consolidés au 30 septembre 2012**

##### **5.1.6.1 Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur l'information neuf mois au 30 septembre 2012**

« Au Président,

*En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Compagnie Générale de Géophysique – Veritas et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés résumés de celle-ci, relatifs à la période du 1er janvier au 30 septembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport.*

*Ces comptes intermédiaires consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.*

*Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.*

*Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire. »*

Courbevoie et Paris-La Défense, le 6 novembre 2012

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Ernst & Young et Autres

Xavier Charton

Jean-Marc Deslandes

Pierre Jouanne

## 5.1.6.2 Etats financiers intermédiaires pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2012

### CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- L'impact du contexte économique et de crédit et de la volatilité du cours du pétrole et du gaz naturel;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGGVeritas ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGGVeritas, y compris l'intégration de la division Géoscience de Fugro ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'impact de la variation des coûts du carburant dans les acquisitions de la Marine ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGGVeritas ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certain des contrats en carnet de commande par nos clients;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- L'aspect saisonnier et variable de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGGVeritas et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGGVeritas ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 20 avril 2012. Ce document est disponible sur le site internet [www.cggveritas.com](http://www.cggveritas.com). Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 31 ou en envoyant un mail à [invrelparis@cggveritas.com](mailto:invrelparis@cggveritas.com) ou [invrelhouston@cggveritas.com](mailto:invrelhouston@cggveritas.com) ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG Veritas – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

## PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

## COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	3ème trimestre	
	2012	2011 (retraité)
Chiffres d'affaires.....	855,0	796,7
Autres produits des activités ordinaires.....	0,6	0,7
Total produits des activités ordinaires.....	855,6	797,4
Coût des ventes.....	(660,5)	(638,8)
Marge brute.....	195,1	158,6
Coûts nets de recherche et développement.....	(20,9)	(17,5)
Frais commerciaux et administratifs.....	(22,1)	(18,2)
Frais généraux.....	(44,6)	(45,7)
Autres produits et charges, nets.....	6,8	20,5
Résultat d'exploitation.....	114,3	97,7
Coût de l'endettement financier brut.....	(38,8)	(40,4)
Produits financiers sur la trésorerie.....	0,6	0,6
Coût de l'endettement financier net.....	(38,2)	(39,8)
Autres produits (charges) financiers.....	(0,1)	7,5
Résultat avant impôt des entreprises intégrées.....	76,0	65,4
Impôts différés sur les variations de change.....	0,2	(7,7)
Autres impôts sur les bénéfices.....	(41,0)	(19,0)
Total impôts sur les bénéfices.....	(40,8)	(26,7)
Résultat net des entreprises intégrées.....	35,2	38,7
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	12,6	1,8
Résultat net de l'ensemble consolidé.....	47,8	40,5
Attribué aux :		
Actionnaires.....	\$ 44,2	37,3
Actionnaires <sup>(1)</sup> .....	€ 34,6	26,8
Participations ne donnant pas le contrôle.....	\$ 3,6	3,2
Nombre moyen pondéré d'actions émises.....	151 985 357	151 857 149
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options.....	810 629	360 279
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites.....	680 746	471 643
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles.....	(2)	(2)
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif...	153 476 732	152 689 071
Résultat net par action		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
- Base.....	\$ 0,29	0,25
- Base.....	€ 0,23	0,18
- Dilué.....	\$ 0,29	0,24
- Dilué.....	€ 0,23	0,18

(1) Correspond à la différence entre les données au 30 septembre moins le premier semestre en euros.

(2) Les obligations convertibles avaient un effet accréitif (augmentation du bénéfice net par action) ; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	Au 30 septembre	
	2012	2011 (retraité)
Chiffres d'affaires.....	2 472,6	2 276,0
Autres produits des activités ordinaires.....	2,7	2,4
<b>Total produits des activités ordinaires.....</b>	<b>2 475,3</b>	<b>2 278,4</b>
Coût des ventes.....	(1 963,8)	(1 919,8)
<b>Marge brute.....</b>	<b>511,5</b>	<b>358,6</b>
Coûts nets de recherche et développement.....	(65,4)	(55,5)
Frais commerciaux et administratifs.....	(68,7)	(58,4)
Frais généraux.....	(137,5)	(141,4)
Autres produits et charges, nets.....	12,8	32,3
<b>Résultat d'exploitation.....</b>	<b>252,7</b>	<b>135,6</b>
Coût de l'endettement financier brut.....	(117,5)	(136,9)
Produits financiers sur la trésorerie.....	2,0	1,8
Coût de l'endettement financier net.....	<b>(115,5)</b>	<b>(135,1)</b>
Autres produits (charges) financiers.....	1,3	(10,9)
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées.....</b>	<b>138,5</b>	<b>(10,4)</b>
Impôts différés sur les variations de change.....	0,2	(1,4)
Autres impôts sur les bénéfices.....	(86,9)	(32,4)
<b>Total impôts sur les bénéfices.....</b>	<b>(86,7)</b>	<b>(33,8)</b>
<b>Résultat net des entreprises intégrées.....</b>	<b>51,8</b>	<b>(44,2)</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	26,3	9,5
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé.....</b>	<b>78,1</b>	<b>(34,7)</b>
<b>Attribué aux :</b>		
Actionnaires.....	\$ 64,9	(44,9)
Actionnaires <sup>(1)</sup> .....	€ 50,4	(31,7)
Participations ne donnant pas le contrôle.....	\$ 13,2	10,2
<b>Nombre moyen pondéré d'actions émises.....</b>	<b>151 927 186</b>	<b>151 746 775</b>
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options.....	685 906	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites.....	680 746	(2)
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles.....	(3)	(3)
<b>Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif...</b>	<b>153 293 838</b>	<b>151 746 775</b>
<b>Résultat net par action</b>		
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires</b>		
- Base.....	\$ 0,43	(0,30)
- Base.....	€ 0,33	(0,21)
- Dilué.....	\$ 0,42	(0,30)
- Dilué.....	€ 0,33	(0,21)

(1) Converti au taux moyen de 1,2878 dollars US et 1,4166 dollars US respectivement au 30 septembre 2012 et 2011.

(2) Dès lors que le résultat de la période était une perte, les plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous condition de performance avaient un effet accrétif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

Les obligations convertibles avaient un effet accrétif ; par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination du résultat dilué par action.

(3) par action.

**ETAT DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRE CONSOLIDE NON AUDITE**

i. Montants en millions de dollars US	Au 30 septembre	
	2012	2011 (retraité)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>78,1</b>	<b>(34,7)</b>
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie.....	4,6	(4,0)
Impôts.....	(1,6)	1,4
<b>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie</b> .....	<b>3,0</b>	<b>(2,6)</b>
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite.....	–	0,6
Impôts.....	–	(0,2)
<b>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite</b> .....	<b>–</b>	<b>0,4</b>
<b>Variation de l'écart de conversion</b> .....	<b>8,0</b>	<b>(23,0)</b>
<b>Quote-part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence, nette d'impôts</b> .....	<b>1,5</b>	<b>(0,7)</b>
<b>Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts</b> .....	<b>12,5</b>	<b>(25,9)</b>
<b>Etat du résultat global consolidé de la période</b> .....	<b>90,6</b>	<b>(60,6)</b>
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i> .....	77,8	(72,5)
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i> .....	12,8	11,9

Les autres éléments du résultat global consolidé ne seront pas reclassés au compte de résultat les exercices suivants.

## BILANS CONSOLIDÉS

	30 septembre 2012 (non audité)	31 décembre 2011 (retraité)
<b>Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire</b>		
<b>ACTIF</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	337,1	531,4
Clients et comptes rattachés.....	845,2	876,0
Stocks et travaux en cours.....	424,0	361,5
Créances d'impôt.....	109,8	119,4
Autres actifs courants.....	155,4	157,0
Actifs détenus en vue de la vente, nets.....	425,5	64,5
<b>Total actif courant.....</b>	<b>2 297,0</b>	<b>2 109,8</b>
Impôts différés actif.....	178,8	188,8
Participations et autres immobilisations financières.....	52,6	24,7
Sociétés mises en équivalence.....	139,5	131,7
Immobilisations corporelles, nettes.....	1 171,3	1 183,2
Immobilisations incorporelles, nettes.....	974,8	865,1
Ecart d'acquisition des entités consolidées.....	2 413,0	2 688,2
<b>Total actif non-courant.....</b>	<b>4 930,0</b>	<b>5 081,7</b>
<b>TOTAL ACTIF.....</b>	<b>7 227,0</b>	<b>7 191,5</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
Concours bancaires court terme.....	4,0	6,0
Dettes financières – part court terme.....	120,6	64,5
Fournisseurs et comptes rattachés.....	415,0	386,4
Dettes sociales.....	172,2	185,7
Impôts sur les bénéfices à payer.....	104,4	159,7
Acomptes clients.....	26,8	51,0
Provisions – part court terme.....	32,5	34,6
Autres passifs courants.....	265,3	272,3
<b>Total passif courant.....</b>	<b>1 140,8</b>	<b>1 160,2</b>
Impôts différés passif.....	83,9	110,8
Provisions – part long terme.....	95,9	106,7
Dettes financières – part long terme.....	1 872,2	1 871,6
Autres passifs non courants.....	44,2	49,8
<b>Total dettes et provisions non-courantes.....</b>	<b>2 096,2</b>	<b>2 138,9</b>
Capital social : 251 597 913 actions autorisées et 152 031 873 émises au nominal de 0,40 € au 30 septembre 2012 et 151 861 932 au 31 décembre 2011.....	79,9	79,8
Primes d'émission et d'apport.....	2 671,2	2 669,3
Réserves.....	1 145,1	1 161,1
Autres réserves.....	(18,6)	(17,0)
Titres d'autocontrôle.....	(20,6)	(20,6)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère.....	64,9	(28,2)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres.....	(7,0)	(11,5)
Ecart de conversion.....	(19,2)	(27,6)
<b>Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère.....</b>	<b>3 895,7</b>	<b>3 805,3</b>
Participations ne donnant pas le contrôle.....	94,3	87,1
<b>Total capitaux propres.....</b>	<b>3 990,0</b>	<b>3 892,4</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>7 227,0</b>	<b>7 191,5</b>

**TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES**

	9 mois clos le 30 septembre	
	2012	2011 (retraité)
<b>Montants en millions de dollars US</b>		
<b>EXPLOITATION</b>		
Résultat net (y compris participations ne donnant pas le contrôle).....	78,1	(34,7)
Amortissements et dépréciations.....	252,6	257,2
Amortissements et dépréciations des études multi-clients.....	237,5	162,0
Amortissements et dépréciations des études multi-clients capitalisés.....	(40,6)	(13,3)
Augmentation (diminution) des provisions.....	(3,0)	(15,2)
Charges liées aux stock-options.....	15,3	11,2
Plus ou moins values de cessions d'actif.....	(13,0)	(23,2)
Résultat des mises en équivalence.....	(26,3)	(9,5)
Dividendes reçus.....	22,1	6,9
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie.....	4,0	(8,5)
<b>Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt.....</b>	<b>526,7</b>	<b>332,9</b>
Annulation du coût de la dette financière.....	115,5	135,1
Annulation de la charge d'impôt.....	86,7	33,8
<b>Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt.....</b>	<b>728,9</b>	<b>501,8</b>
Impôt décaissé.....	(122,8)	(71,8)
<b>Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement.....</b>	<b>606,1</b>	<b>430,0</b>
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	(77,7)	111,2
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours.....	(52,3)	(37,3)
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(3,5)	50,6
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés.....	23,2	(68,6)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	(31,1)	4,8
- impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	2,2	(18,0)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....</b>	<b>466,9</b>	<b>472,7</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations (hors études multi-clients).....	(290,5)	(259,5)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients.....	(283,1)	(151,3)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles.....	3,3	6,1
Plus ou moins values sur immobilisations financières.....	35,4	4,5
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise.....	(52,5)	(0,7)
Effets des variations de périmètre.....	-	-
Variation des avances reçues.....	0,4	2,8
Variation des subventions d'investissement.....	(1,2)	-
Variation des autres actifs financiers non courants.....	(1,4)	2,1
<b>Flux de trésorerie affectés aux investissements.....</b>	<b>(589,6)</b>	<b>(396,0)</b>
<b>FINANCEMENT</b>		
Remboursement d'emprunts.....	(50,8)	(1 194,1)
Nouveaux emprunts.....	79,2	1 202,8
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(19,5)	(35,4)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....	(2,0)	-
Charges d'intérêt payées.....	(68,5)	(69,6)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère.....	2,0	3,3
- par les participations ne donnant pas le contrôle.....	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires.....	-	-
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées.....	(5,6)	(4,0)
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle.....	-	-
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement.....</b>	<b>(65,2)</b>	<b>(97,0)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie.....	(6,4)	1,8
<b>Variation de trésorerie.....</b>	<b>(194,3)</b>	<b>(18,5)</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture.....</b>	<b>531,4</b>	<b>448,8</b>
<b>Trésorerie à la clôture.....</b>	<b>337,1</b>	<b>430,3</b>



**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

(Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2011 (retraité)</b> .....	<u>151 506</u>										
Augmentations de capital .....	355 823	79,6	2 666,3	1 052,6	(21,4)	(20,6)	(4,7)	6,2	3 758,0	77,1	3 835,1
Dividendes.....		0,2	3,1						3,3	(4,0)	3,3
Résultat net .....				(44,9)					(44,9)	10,2	(34,7)
Paiements fondés sur des actions.....				11,2					11,2		11,2
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) .....				0,4					0,4		0,4
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2) .....							(3,3)		(3,3)		(3,3)
Variation de l'écart de conversion(3) .....								(24,7)	(24,7)	1,7	(23,0)
<b>Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)</b> .....				0,4			(3,3)	(24,7)	(27,6)	1,7	(25,9)
Emission d'obligations convertibles, nette d'impôt différé.....				82,3					82,3		82,3
Ecart de conversion de la maison-mère .....					4,2				4,2		4,2
Variation de périmètre et autres .....				0,4					0,4		0,4
	<u>151 861</u>				<u>(17,2)</u>						
<b>Au 30 septembre 2011 (retraité)</b> .....	<u>932</u>	<u>79,8</u>	<u>2 669,4</u>	<u>1 102,0</u>		<u>(20,6)</u>	<u>(8,0)</u>	<u>(18,5)</u>	<u>3 786,9</u>	<u>85,0</u>	<u>3 871,9</u>

(Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2012 (retraité)</b> .....	<u>151 861</u>				<u>(17,0)</u>						
Augmentations de capital .....	169 941	79,8	2 669,3	1 132,9		(20,6)	(11,5)	(27,6)	3 805,3	87,1	3 892,4
Dividendes.....		0,1	1,9						2,0	(5,6)	2,0
Résultat net .....				64,9					64,9	13,2	78,1
Paiements fondés sur des actions.....				15,8					15,8		15,8
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) .....				-					-		-
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2) .....							4,5		4,5		4,5
Variation de l'écart de conversion(3) .....								8,4	8,4	(0,4)	8,0
<b>Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)</b> .....							4,5	8,4	12,9	(0,4)	12,5
Emission d'obligations convertibles, nette d'impôt différé.....				-					-		-
Ecart de conversion de la maison-mère .....					(1,6)				(1,6)		(1,6)
Variation de périmètre et autres .....				(3,6)					(3,6)		(3,6)
	<u>152 031</u>				<u>(18,6)</u>						
<b>Au 30 septembre 2012</b> .....	<u>873</u>	<u>79,9</u>	<u>2 671,2</u>	<u>1 210,0</u>		<u>(20,6)</u>	<u>(7,0)</u>	<u>(19,2)</u>	<u>3 895,7</u>	<u>94,3</u>	<u>3 990,0</u>

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

**NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES  
(NON AUDITÉES)**

**NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES**

La Compagnie Générale de Géophysique-Veritas, S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe »), est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires du Groupe sont établis conformément à la norme IAS34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par la Commission Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Comité d'audit du 31 octobre 2012 pour publication.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Les Etats Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

**Changement de devise de présentation**

Le 1er janvier 2012, le Groupe a changé la devise de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar US afin de mieux refléter le profil des produits, des coûts et des flux de trésorerie qui sont principalement générés en dollar US, et ainsi, permettre de mieux figurer sa performance financière.

Un changement de devise de présentation constitue un changement de méthode comptable, et à ce titre, les états financiers historiques ont été retraités de l'euro au dollar US.

Les écarts de conversion cumulés, remis à zéro au 1<sup>er</sup> janvier 2004 lors de la transition aux IFRS, sont présentés comme si le Groupe avait appliqué le dollar US comme devise de présentation depuis cette date.

La devise fonctionnelle de la maison-mère demeure l'euro. Les écarts de conversion provenant de la maison-mère sont présentés en autres réserves.

Les principaux retraitements liés au changement de devise de présentation de l'euro au dollar US sont présentés comme suit (en millions):

	<b>Comptes consolidés historiques 31/12/11 en euros</b>	<b>Comptes consolidés historiques 31/12/11 convertis en dollar US <sup>(1)</sup></b>	<b>Retraitements <sup>(2)</sup></b>	<b>Comptes consolidés 31/12/11 retraités en dollar US</b>
Capital, primes, réserves et autres	2 883,1	3 730,5	+102,4	3 832,9
Écarts de conversion	55,8	72,2	(99,8)	(27,6)
<b>Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGGVeritas</b>	<b>2 938,9</b>	<b>3 802,7</b>	<b>+2,6</b>	<b>3 805,3</b>

<sup>(1)</sup> Conversion au taux de clôture €/U.S.\$ de 1,2939

<sup>(2)</sup> Écarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1,2939 U.S.\$ pour 1 euro, y compris écarts de conversion de la maison-mère de (17) millions de dollars US classés en autres réserves.

## Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2011, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2011 déposé auprès de la SEC le 20 avril 2012 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendement d'IFRS 7 — Informations à fournir : transferts d'actifs financiers — adopté par l'Union Européenne en novembre 2011 et applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2012

L'adoption de cette norme n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires au 30 septembre 2012.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais non obligatoires à savoir :

- Amendement d'IAS 19 — Avantages du personnel
- Amendement d'IAS 1 — Présentation des états financiers — présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2011 :

- Amendement d'IAS 12 — Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents
- IFRS 9 — Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers
- IFRS 10 — Etats financiers consolidés
- IFRS 11 — Partenariats
- IFRS 12 — Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IFRS 13 — Evaluation à la juste valeur
- Amendement d'IAS 28 — Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- Amendement d'IAS 32 et IFRS 7 — Compensation des actifs financiers et des passifs financiers
- Améliorations annuelles (2009-2011)

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés.

## Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant:

<b>Jugements et estimations</b>	<b>Hypothèses clés</b>
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances client	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études Durée d'utilité des études multi-clients
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique
Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation (WACC)
Provisions pour risques, charges et litiges	Taux d'actualisation
Reconnaissance du revenu	Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi
Coûts de développement	Taux d'inflation
Impôts différés actifs	Rendement attendu des actifs du régime
	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le groupe est partie prenante
	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients
	Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
	Estimation des avantages futurs des projets
	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

### — Etudes multi-clients

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

**Préfinancements** — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « Acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

**Après-ventes** — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non-exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque élément.

*Après-ventes sur des contrats multi-blocs* — Le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

#### — *Etudes exclusives*

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement, pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux lorsque ceux-ci peuvent être estimés de façon fiable.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

#### — *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

#### — *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support-clients » post livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

#### — *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

#### — *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

### ***Etudes multi-clients***

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est réexaminée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-client (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librarie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données en appliquant au chiffre d'affaires comptabilisé un taux d'amortissement en fonction de la catégorie d'étude. Le Groupe utilise généralement des taux d'amortissement de 50 %, 65 %, 75 %, 80 % ou 83 % qui correspondent au rapport des coûts totaux estimés par le chiffre d'affaires total estimé, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement. Concernant les études multi-clients Marine au Brésil et compte-tenu des reports répétés d'attribution des licences, la durée d'amortissement linéaire minimum a fait l'objet d'un changement d'estimation et a été étendue à 7 ans de façon prospective à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65 % du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

### **Dépenses de développement**

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

## **NOTE 2 - ACQUISITIONS ET CESSIONS**

### *Sercel – Acquisition de GRC*

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Company ("GRC") pour un montant de 66 millions de dollars US (y compris un earn-out de 17 millions de dollars US). Un écart d'acquisition provisoire ajusté de 21 millions de dollars US a été enregistré. Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière.

### *PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited*

Le 27 mars 2012, le Groupe a contribué à la joint-venture PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited en apportant son navire sismique 3D de haute capacité, *Amadeus*. Cette joint-venture, détenue à hauteur de 51% par PTSC et 49% par CGGVeritas, est mise en équivalence depuis cette date.

### *Accord stratégique avec JSC SEVMORNEFTEGEOFIZIKA*

Le 20 juillet 2012, un accord préalable a été conclu avec JSC SEVMORNEFTEGEOFIZIKA (SMNG) pour la création d'une alliance stratégique. A travers cet accord, CGGVeritas et SMNG aborderont conjointement le marché en fort développement de la sismique marine haut de gamme en Russie et en CEI. Ils se coordonneront ensemble dans le reste du monde leurs capacités marines disponibles.

### *Acquisition de la division Géosciences de Fugro*

Le 24 septembre 2012, le Groupe a conclu avec Fugro N.V. (« Fugro »), un contrat d'acquisition aux fins d'acquérir la majeure partie de sa division Géoscience, soit les activités de :

- Fugro Geoteam (spécialisé dans l'acquisition de données sismiques en mer au moyen de câbles streamers) ;
- Fugro Seismic Imaging (spécialisé dans le traitement de données sismiques) ;
- Fugro Geophysical and Geological Services (spécialisé dans les services d'exploration géographique) ;
- De Regt Marines Cables (spécialisé dans les câbles haut de gamme et les câbles ombilicaux) ;
- ainsi que tous les actifs et entités qui y sont rattachés (ensemble de la division Geoscience), hors librairie multi-client et activité de capteurs marin unitaires (« OBN »).

Conformément aux stipulations du contrat d'acquisition, les parties sont également convenues de mettre en place des partenariats stratégiques notamment :

- Une joint-venture entre CGGVeritas et Fugro, à laquelle Fugro apportera ses activités sismiques à l'aide de capteurs unitaires OBN et CGGVeritas ses activités en eaux peu profondes, ses activités d'acquisition sismiques en fonds marins réalisées à l'aide de câble (ocean button cable « OBC ») ainsi que ses capteurs unitaires OBN (« la Joint-Venture Seabed ») ;
- Des accords commerciaux incluant (i) un contrat de vente et de commercialisation non-exclusif relatif à la librairie multi-clients de Fugro, (ii) un contrat de coopération technique et commercial conférant un statut réciproques de fournisseur privilégié à chacune des parties et (iii) un contrat de services de transitions.

Le prix d'acquisition s'élève à 1,2 milliard d'euros, sous réserve d'ajustements ultérieurs usuels (en particulier liés au niveau du fonds de roulement de la Division Geoscience). Cette somme sera financée pour partie par une augmentation de capital lancée fin septembre 2012 (voir Note 6) et pour le solde (i) par une compensation de créance à hauteur de 225 millions d'euros sur Fugro résultant de la valeur excédentaire des apports de CGGVeritas à la Joint-Venture Seabed et (ii) par un recours à l'endettement, sous forme d'émissions obligataires, convertibles ou non, et/ou de prêts bancaires. A cet égard, la société a conclu une lettre d'engagement aux termes de laquelle Credit Suisse International, Bank of America Securities Limited, BNP Paribas et Société Générale s'engagent à mettre en place au profit du Groupe un crédit relais (bridge credit facility) d'un montant maximal de 700 millions d'euros, et ce

jusqu'au 30 juin 2013, sauf si l'acquisition est réalisée préalablement ou abandonnée. Le Groupe pourrait ainsi procéder à une ou plusieurs émissions obligataires ou à des emprunts bancaires avant la date de réalisation de l'opération.

Cette transaction a été approuvée par les conseils d'administration de CGGVeritas et de Fugro. La réalisation de l'acquisition est soumise à certaines conditions suspensives usuelles pour ce type d'opérations, en particulier les autorisations des autorités de la concurrence, ainsi qu'à la conclusion du contrat relatif à la Joint-Venture Seabed. La réalisation de l'opération est attendue d'ici la fin de l'exercice 2012 ou début 2013.

Au 30 septembre 2012, nous avons procédé au reclassement en « Actifs détenus en vue de la vente » des actifs destinés à être apportés à la Joint-Venture Seabed pour un montant global de 109 millions de dollars US. Ces actifs comprennent un besoin en fonds de roulement sujet à ajustements à la date de réalisation de la transaction. Le goodwill lié aux activités sismiques en eaux peu profondes et activités OBC a également été reclassé en « Actifs détenus en vue de la vente » selon une première estimation d'un montant de 300 millions de dollars US.

#### *Spectrum ASA*

Le Groupe a vendu 18,82% de ses parts dans la société Spectrum ASA au cours des 9 premiers mois de l'année 2012. La plus-value résultante de cette cession s'élève à 15 millions de dollars US. Au 30 septembre 2012, CGGVeritas détient 10,14% de la société Spectrum ASA. Spectrum ASA qui est mise en équivalence dans les états financiers du groupe.

#### **NOTE 3 – CREANCES ET COMPTES RATTACHES**

Au 30 septembre 2012, le Groupe a transféré des créances d'un montant total de 14,1 millions de dollars US selon les termes de contrats d'affacturages signés avec plusieurs établissements bancaires. La juste valeur des intérêts relatifs au risque de non-paiement de ces créances dans le délai de 30 jours n'est pas significative.

#### **NOTE 4 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE**

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe. Les opérations du Groupe sont organisées en deux secteurs d'activité : les Services géophysiques et les Equipements géophysiques.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, le Groupe est organisé en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des Services géophysiques qui regroupe :
  - les contrats Marine : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - les contrats Terrestre : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - le Traitement, l'Imagerie et le Réservoir : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
  - les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.
- Le secteur des Equipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées à des prix proches de ceux du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur Equipements géophysiques au secteur Services géophysiques. Les ventes inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation, et présentés comme suit : (i) le résultat d'exploitation pour le secteur des Services est présenté après élimination des dépenses d'amortissement correspondantes aux dépenses en immobilisation entre le secteur des Equipements et celui des Services, (ii) les dépenses en immobilisation du secteur des Services sont présentées après élimination de la marge inter-secteurs.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et ajustements" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société-mère.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

## Analyse par Secteur d'activité

(En millions de dollar US)	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012				Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 (retraité)			
	Services	Equipe-ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe-ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers .....	633,9	221,1	–	855,0	591,8	204,9	–	796,7
Chiffre d'affaires inter secteurs .....	0,6	61,8	(62,4)	–	0,4	70,2	(70,6)	–
<b>Chiffre d'affaires total .....</b>	<b>634,5</b>	<b>282,9</b>	<b>(62,4)</b>	<b>855,0</b>	<b>592,2</b>	<b>275,1</b>	<b>(70,6)</b>	<b>796,7</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients) .....	(71,4)	(11,2)	–	(82,6)	(77,0)	(11,7)	–	(88,7)
Dotation aux amortissements multi-clients.....	(92,6)	–	–	(92,6)	(64,2)	–	–	(64,2)
<b>Résultat d'exploitation .....</b>	<b>61,6</b>	<b>92,5</b>	<b>(39,8)<sup>(a)</sup></b>	<b>114,3</b>	<b>52,8</b>	<b>86,5</b>	<b>(41,6)<sup>(a)</sup></b>	<b>97,7</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence (b).....	12,6	–	–	12,6	1,8	–	–	1,8
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (hors multi-clients) (c) .....	60,7	9,4	–	70,1	99,3	4,9	–	104,2
Acquisition multi-clients .....	143,9	–	–	143,9	75,2	–	–	75,2

(a) y compris les frais de siège s'élevant à 13,0 millions de dollars US pour le 3ème trimestre 2012 contre 12,7 millions de dollars US pour le 3ème trimestre 2011.

(b) dont respectivement 15,7 millions de dollars US et 1,8 millions de dollars US de résultats opérationnels au 30 septembre 2012 et 2011.

(c) y compris (i) des équipements acquis en crédit-bail pour 2,8 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, (ii) des coûts de développement capitalisés pour 4,8 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 et 6,3 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 pour le secteur des Services et 2,1 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 contre 1,2 millions de dollars US pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011 pour le secteur des Equipements.

(En millions de dollar US)	Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012				Pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011 (retraité)			
	Services	Equipe-ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe-ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers .....	1 764,4	708,2	–	2 472,6	1 657,4	618,6	–	2 276,0
Chiffre d'affaires inter secteurs .....	0,6	207,7	(208,3)	–	0,9	197,8	(198,7)	–
<b>Chiffre d'affaires total .....</b>	<b>1 765,0</b>	<b>915,9</b>	<b>(208,3)</b>	<b>2 472,6</b>	<b>1 658,3</b>	<b>816,4</b>	<b>(198,7)</b>	<b>2 276,0</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients) .....	(220,5)	(32,1)	–	(252,6)	(219,8)	(37,4)	–	(257,2)
Dotation aux amortissements multi-clients.....	(237,5)	–	–	(237,5)	(162,0)	–	–	(162,0)
<b>Résultat d'exploitation .....</b>	<b>73,2</b>	<b>299,7</b>	<b>(120,2)<sup>(a)</sup></b>	<b>252,7</b>	<b>(2,3)</b>	<b>256,8</b>	<b>(118,9)<sup>(a)</sup></b>	<b>135,6</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence (b).....	26,3	–	–	26,3	9,5	–	–	9,5
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (hors multi-clients) (c) .....	273,2	21,1	–	294,3	267,4	15,8	–	283,2
Acquisition multi-clients .....	323,7	–	–	323,7	164,6	–	–	164,6
Investissements dans les sociétés mises en équivalence .....	27,5	–	–	27,5	4,8	–	–	4,8

(a) y compris les frais de siège s'élevant à 40,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 41,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011.

(b) dont respectivement 36,4 millions de dollars US et 9,2 millions de dollars US de résultats opérationnels au 30 septembre 2012 et 2011.

(c) y compris (i) des équipements acquis en crédit-bail pour 2,8 millions de dollars US et 15,9 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 et 2011 respectivement, (ii) des coûts de développement capitalisés pour 14 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 et 13,6 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011 pour le secteur des Services et 7 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 4,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011 pour le secteur des Equipements.

## Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total:

	Pour le 3 <sup>ème</sup> trimestre clos le 30 septembre			
	2012		2011 (retraité)	
<b>En millions de dollars US, excepté les pourcentages</b>				
Amérique du nord.....	220,7	26%	145,7	18%
Amérique latine.....	59,1	7%	174,7	22%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	324,8	38%	296,6	37%
Asie Pacifique.....	250,4	29%	179,7	23%
<b>Total.....</b>	<b>855,0</b>	<b>100%</b>	<b>796,7</b>	<b>100%</b>

	Neuf mois clos le 30 septembre			
	2012		2011 (retraité)	
<b>En millions de dollars US, excepté les pourcentages</b>				
Amérique du nord.....	546,5	22%	451,3	20%
Amérique latine.....	328,1	13%	451,8	20%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	885,3	36%	862,6	38%
Asie Pacifique.....	712,7	29%	510,3	22%
<b>Total.....</b>	<b>2 472,6</b>	<b>100%</b>	<b>2 276,0</b>	<b>100%</b>

## NOTE 5 – ENGAGEMENTS ET LITIGES

### Litiges et autres risques

#### *Litige Sercel – ION*

Le 17 février 2012, la Cour Fédérale Américaine a validé le jugement de la Cour du Texas du 16 février 2011 quant au litige entre Sercel et Ion Geophysical (« ION ») portant sur le brevet US N°5 852 242. Une provision d'un montant de 12,8 millions de dollars US a été comptabilisée dans les comptes 2011 du Groupe au titre des 10,7 millions de dollars US et intérêts relatifs dû à ION. Les parties prenantes retourneront devant les tribunaux pour déterminer le montant des dommages supplémentaires relatifs aux ventes de systèmes SeaRay fabriqués à Houston. Le second procès est prévu le 5 février 2013.

#### *Litige fiscal indien*

En Janvier 2012, le « Delhi Income Tax Appellate Tribunal » a rendu une décision défavorable sur la base d'hypothèses que nous ne considérons pas refléter la situation actuelle du Groupe. CGGVeritas a l'intention de faire appel de cette décision auprès du « Nainital High Court ». Le Groupe estime que ce litige n'aura pas d'impact significatif sur notre position financière et nos résultats.

### Engagements

Le 1er juillet 2012, le Groupe a mis fin de façon anticipée au contrat d'affrètement du navire sismique Geowave Commander avec la société propriétaire du navire, Master and Commander AS.

Le 13 juillet 2012, le contrat d'affrètement du navire sismique *Elnusa Finder* renommé *Pacific Finder* a été transféré de la joint-venture Pt Elnusa CGGVeritas Seismic à la société Exploration Investment Ressources II, filiale consolidée par intégration globale.

## NOTE 6 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

### Augmentation de capital

Dans le cadre du financement de l'acquisition d'une partie de la division Géoscience de Fugro (voir Note 2), le Groupe a lancé le 26 septembre 2012 une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Le règlement-livraison et l'admission aux négociations des actions nouvelles ont eu lieu le 23 octobre 2012.

Le montant brut de cette augmentation de capital s'élevait à 413 609 320 euros, se traduisant par l'émission de 24 329 960 actions. En conséquence, le capital social de CGGVeritas était composé de 176 392 225 actions d'une valeur nominale de 0,40 € pour un total de 70 556 890 €.



## PARTIE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

### Organisation du Groupe

Le Groupe est organisé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des Services géophysiques qui regroupe :
  - les contrats Marine : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - les contrats Terrestre : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - le Traitement, l'Imagerie et le Réservoir : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
  - les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.
- Le secteur des Equipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

### Facteurs affectant les résultats des opérations

#### Environnement de marché des activités géophysiques

La demande globale des services géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Ces dépenses dépendent en partie des prix actuels et anticipés du pétrole et du gaz et de la capacité de nos clients, notamment les petits indépendants, à sécuriser le financement de leurs projets. En ce qui concerne l'offre d'études sismiques, les décisions d'ajustements de capacité se fondent sur l'estimation de la demande en services sismiques dans les prochains mois (études terrestres) et les deux à trois prochaines années (études marines). En conséquence, l'équilibre entre l'offre et la demande en services sismiques est impacté par les décisions prises lors des trois dernières années, basées sur une demande estimée et des niveaux de dépenses d'exploration des compagnies pétrolières et gazières.

Nous estimons que les perspectives à court terme du secteur de services géophysiques, tout particulièrement le secteur Marine, sont marquées par une reprise continue de la demande qui doit répondre à la surcapacité du marché actuel et déclencher l'augmentation des prix en 2012.

**Se référer au Document de Référence 2011 « Chapitre V – Perspectives » déposé auprès de l'AMF le 20 avril 2012.**

#### Acquisitions et cessions

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Company ("GRC") pour un montant de 66 millions de dollars US (y compris un earn-out de 17 millions de dollars US). Un écart d'acquisition provisoire de 21 millions de dollars US a été enregistré. Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière.

Le 27 mars 2012, le Groupe a procédé à l'apport de son navire sismique 3D de haute capacité *Amadeus* à la joint-venture vietnamienne PTSC - CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited. Cette joint-venture est détenue à hauteur de 51% par PTSC et 49% par CGGVeritas.

Le Groupe a vendu 18,82% de ses parts dans la société Spectrum ASA au cours des 9 premiers mois de l'année 2012. La plus-value résultante de cette cession s'élève à 15 millions de dollars US. Au 30 septembre 2012, CGGVeritas détient 10,14% de la société Spectrum ASA. Spectrum ASA qui est mise en équivalence dans les états financiers du groupe.

#### Acquisition de la division Géosciences Fugro

Le 24 septembre 2012, le Groupe a conclu avec Fugro N.V. (« Fugro »), un contrat d'acquisition aux fins d'acquiescer la majeure partie de sa division Géoscience, soit les activités de :

- Fugro Geoteam (spécialisé dans l'acquisition de données sismiques en mer au moyen de câbles streamers) ;
- Fugro Seismic Imaging (spécialisé dans le traitement de données sismiques) ;
- Fugro Geophysical and Geological Services (spécialisé dans les services d'exploration géographique) ;
- De Regt Marines Cables (spécialisé dans les câbles haut de gamme et les câbles ombilicaux) ;
- ainsi que tous les actifs et entités qui y sont rattachés (ensemble de la division Geoscience), hors librairie multi-client et activité de capteurs marin unitaires (« OBN »).

Conformément aux stipulations du contrat d'acquisition, les parties sont également convenues de mettre en place des partenariats stratégiques notamment :

- Une joint-venture entre CGGVeritas et Fugro, à laquelle Fugro apportera ses activités sismiques à l'aide de capteurs unitaires OBN et CGGVeritas ses activités en eaux peu profondes, ses activités d'acquisition sismiques en fonds marins réalisées à l'aide de câble (ocean bottom cable « OBC ») ainsi que ses capteurs unitaires OBN (« la Joint-Venture Seabed ») ;
- Des accords commerciaux incluant (i) un contrat de vente et de commercialisation non-exclusif relatif à la librairie multi-clients de Fugro, (ii) un contrat de coopération technique et commercial conférant un statut réciproques de fournisseur privilégié à chacune des parties et (iii) un contrat de services de transitions (les « accords commerciaux »).

Le prix d'acquisition s'élève à 1,2 milliard d'euros, sous réserve d'ajustements ultérieurs usuels (en particulier liés au niveau du fonds de roulement de la Division Geoscience). Cette somme sera financée pour partie par une augmentation de capital lancée fin septembre 2012 (voir Note 6) et pour le solde (i) par une compensation de créance à hauteur de 225 millions d'euros sur Fugro résultant de la valeur excédentaire des apports de CGGVeritas à la Joint-Venture Seabed et (ii) par un recours à l'endettement, sous forme d'émissions obligataires, convertibles ou non, et/ou de prêts bancaires. A cet égard, la société a conclu une lettre d'engagement aux termes de laquelle Credit Suisse International, Bank of America Securities Limited, BNP Paribas et Société Générale s'engagent à mettre en place au profit du Groupe un crédit relais (bridge credit facility) d'un montant maximal de 700 millions d'euros, et ce jusqu'au 30 juin 2013, sauf si l'acquisition est réalisée préalablement ou abandonnée. Le Groupe pourrait ainsi procéder à une ou plusieurs émissions obligataires ou à des emprunts bancaires avant la date de réalisation de l'opération.

Cette transaction a été approuvée par les conseils d'administration de CGGVeritas et de Fugro. La réalisation de l'acquisition est soumise à certaines conditions suspensives usuelles pour ce type d'opérations, en particulier les autorisations des autorités de la concurrence, ainsi qu'à la conclusion du contrat relatif à la Joint-Venture Seabed. La réalisation de l'opération est attendue d'ici la fin de l'exercice 2012 ou début 2013.

Au 30 septembre 2012, nous avons procédé au reclassement en « Actifs détenus en vue de la vente » des actifs destinés à être apportés à la Joint-Venture Seabed pour un montant global de 109 millions de dollars US. Ces actifs comprennent un besoin en fonds de roulement sujet à ajustements à la date de réalisation de la transaction. Le goodwill lié aux activités sismiques en eaux peu profondes et activités OBC a également été reclassé en « Actifs détenus en vue de la vente » selon une première estimation d'un montant de 300 millions de dollars US.

### **Emission d'actions / Augmentation de capital**

Dans le cadre du financement de l'acquisition d'une partie de la division Géoscience de Fugro (voir ci-dessus), le Groupe a lancé le 26 septembre 2012 une augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Le règlement-livraison et l'admission aux négociations des actions nouvelles ont eu lieu le 23 octobre 2012.

Le montant brut de cette augmentation de capital s'élevait à 413 609 320 euros, se traduisant par l'émission de 24 329 960 actions.

En conséquence le capital social de CGGVeritas était composé de 176 392 225 actions d'une valeur nominale de 0,40 € pour un total de 70 556 890 €.

### **Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous conditions de performance**

Le Conseil d'administration du 26 juin 2012 a décidé d'attribuer :

- 200 000 options de souscription d'actions au Directeur Général et 100 000 options à chacun des Directeurs Généraux Délégués. Le prix d'exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquis en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance. Les options ont une durée de 8 ans.
- 420 000 options de souscription d'actions aux membres du Comité Exécutif. Le prix d'exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquis en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation de conditions de performance. Les options ont une durée de 8 ans.
- 590 625 options de souscription d'actions à certains salariés du Groupe. Le prix d'exercice desdites options est de 18,774 €. Les droits aux dites options sont acquis en trois fois, en juin 2014 (à hauteur de 50% des options attribuées), en juin 2015 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2016 (à hauteur de 25% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans.
- 27 500 actions gratuites sous conditions de performance au Directeur Général, 11 250 actions gratuites sous conditions de performance à chacun des Directeurs Généraux Délégués, 57 000 actions gratuites sous conditions de performance aux membres du Comité Exécutif et 409 550 actions gratuites sous conditions de performance à certains salariés du Groupe. Ces actions gratuites sous conditions de performance seront allouées au plus tard le 26 juin 2014 ou à la date de l'Assemblée générale des actionnaires d'approbation des comptes 2013, et après constatation par le Conseil d'Administration de la réalisation des conditions de performance.

### **Carnet de commandes**

Le carnet de commandes du Groupe au 1<sup>er</sup> octobre 2012 s'élevait à 1,3 milliards de dollars US.

Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

### **Comparaison entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2011**

#### **Chiffre d'affaires**

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par division et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes présentées :

	<b>3<sup>ème</sup> trimestre</b>			
	<b>2012</b>		<b>2011</b>	
<b>En millions de dollars US, excepté les pourcentages</b>				
Contrat Marine .....	256,8	30%	291,0	36%
Contrat Terrestre.....	137,5	16%	68,0	9%
Traitement, Imagerie et Réservoir.....	123,0	14%	113,3	14%
Multi-client.....	116,6	14%	119,5	15%
<b>Total Services .....</b>	<b>633,9</b>	<b>74%</b>	<b>591,8</b>	<b>74%</b>
Equipements.....	221,1	26%	204,9	26%
<b>Total .....</b>	<b>855,0</b>	<b>100%</b>	<b>796,7</b>	<b>100%</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 est en hausse de 7% à 855,0 millions de dollars US contre 796,7 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

#### Services

Le chiffre d'affaires du secteur Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a progressé de 7% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 à 633,9 millions de dollars US contre 591,8 millions de dollars US en 2011. Cette hausse s'explique par une bonne performance opérationnelle, la remontée des prix en Marine et une activité soutenue en Terrestre et en Traitement.

### *Contrat Marine*

Le chiffre d'affaires de la division contractuelle Marine s'est élevé au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 à 256,8 millions de dollars US contre 291,0 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, soit une baisse de 12% principalement due à une allocation de la flotte plus importante aux activités multi-clients. Au cours du 3<sup>ième</sup> trimestre 2012, 72% de notre flotte était dédiée aux contrats exclusifs contre 88% pour la période comparable en 2011.

Le troisième trimestre de 2012 a été marqué par l'effet favorable de l'augmentation des prix et par une bonne performance opérationnelle de la flotte. Les taux de disponibilité et de production se sont élevés à 93% et 90% au cours du 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre respectivement 91% et 93% au cours du 3<sup>ième</sup> trimestre 2011.

### *Contrat Terrestre*

Le chiffre d'affaires de la division contractuelle Terrestre a progressé de 102% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 à 137,5 millions de dollars US contre 68,0 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Au cours du 3<sup>ième</sup> trimestre 2012, 11 équipes ont travaillé en Amérique du Nord, dont 4 sur des programmes multi-clients et 13 équipes dans le reste du monde. L'activité a été soutenue cet été en Alaska et aux Etats-Unis. Nous poursuivons notre stratégie de positionnement sur des zones à forte valeur ajoutée, quittant l'Amérique du Sud avec l'arrêt d'un projet en Colombie. Nos opérations en Afrique du Nord sont en-cours de démarrage en Tunisie et en Algérie. Au Moyen-Orient, nos opérations terrestres et OBC maintiennent un niveau élevé de productivité.

### *Traitement, Imagerie et Réservoir*

Le chiffre d'affaires de la division Traitement, Imagerie & Réservoir est en progression de 9% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 à 123,0 millions de dollars US contre 113,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. La demande pour du traitement de haut de gamme se renforce, soutenue par les études d'acquisitions en mode haute résolution avec le développement des études BroadSeis.

### *Multi-client*

Le chiffre d'affaires de la division Multi-client est en recul de 2% à 116,6 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 119,5 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Cette baisse est essentiellement due à notre activité multi-client marine.

Les revenus des librairies de données multi-clients marine baissent de 37% à 52,4 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 83,2 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, principalement dû à un faible niveau des après-ventes. Nos opérations ont été concentrées au Brésil, en Angola et dans le Golfe du Mexique où nous avons démarré le programme multi-clients IBALT avec la nouvelle technologie StagSeis. Les préfinancements, avec un faible taux de 37%, se sont malgré tout élevés à 32,5 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 18,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Les revenus des après-ventes ont chuté de 70% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 à 19,9 millions de dollars US contre 65,0 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, en raison de ventes faibles dans le Golfe du Mexique et au Brésil.

Les revenus des librairies de données multi-clients terrestre sont en hausse de 77% à 64,2 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 36,2 millions de dollars US pour la période comparable en 2011 avec la poursuite de notre programme dans le bassin de Marcellus en Pennsylvanie qui a enregistré de très bonnes performances opérationnelles. Les préfinancements de la librairie des données multi-clients terrestre, avec un taux de 144%, se sont élevés à 56,6 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 34,1 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Les revenus des après-ventes s'élèvent à 7,5 millions au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 2,1 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

### *Equipements*

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, y compris les ventes intra-groupe, a progressé de 3% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 à 282,9 millions de dollars US contre 275,1 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Les ventes d'équipement sismiques étaient bien réparties ce trimestre entre les Amériques, l'Europe, la Russie, la Chine et le reste de l'Asie Pacifique. 47% des ventes totales étaient dédiées aux équipements marins, soutenues par des livraisons importantes de streamers solides Sentinel, tandis que les ventes d'équipements terrestres sont restées très élevées.

Les ventes intra-groupes ont représenté 22% des ventes totales du segment au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012.

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a progressé de 8% en passant de 204,9 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2011 à 221,1 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012.

### *Charges d'exploitation*

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en hausse de 3% à 660,5 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 638,8 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élèvent à 77% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012, contre 80% pour la période comparable en 2011. La marge brute d'exploitation a progressé de 23% à 195,1 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 158,6 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2011, représentant respectivement 23% et 20% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement, ont augmenté de 19% à 20,9 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 17,5 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2011, représentant respectivement 2% du chiffre d'affaires sur les deux périodes.

Les dépenses commerciales et de marketing ont augmenté de 21% à 22,1 millions de dollars au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 18,2 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2011.

Les dépenses administratives et générales sont en baisse de 2% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 à 44,6 millions de dollars US contre 45,7 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales se sont élevées à 5,2% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 5,7% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2011.

Les autres produits et charges nets s'élevaient à 6,8 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012, correspondant principalement au produit de cession des titres Spectrum ASA. Pour la période comparable en 2011, les autres produits et charges nets d'un montant de 20,5 millions de dollars US résultaient de l'apport de notre librairie multi-client 2D marine à Spectrum ASA.

### Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation a progressé de 17% au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012, à 114,3 millions de dollars US contre 97,7 millions pour la période comparable en 2011 pour les raisons décrites plus haut.

Le résultat d'exploitation du secteur Services au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 a progressé de 17% à 61,6 millions de dollars US contre 52,8 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipements au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 a progressé de 7% à 92,5 millions de dollars US contre 86,5 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

### Résultat financier

Le coût net de l'endettement financier baisse de 4% à 38,2 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 39,8 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Les autres charges financières au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 s'élevaient à 0,1 millions de dollars US contre un produit de 7,5 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2011, résultant essentiellement de l'effet de variations de change.

### Impôts

La charge d'impôts au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 s'est élevée à 40,8 millions de dollars US contre 26,7 millions de dollars US pour la période 2011 comparable du fait de l'augmentation des retenues à la source indexées sur le chiffre d'affaires et de notre résultat net avant impôt.

### Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 12,6 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 contre 1,8 millions de dollars US au 3<sup>ième</sup> trimestre 2011, principalement lié à la contribution d'Argas, la joint-venture du Groupe en Arabie Saoudite, et notamment le bon démarrage du contrat KJO.

### Résultat net

Le résultat net au 3<sup>ième</sup> trimestre 2012 s'élève à 47,8 millions de dollars US contre une perte nette de 40,5 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

### Comparaison entre les neuf mois clos au 30 septembre 2012 et les neuf mois clos au 30 septembre 2011

#### Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par division et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

	Au 30 septembre			
	2012		2011	
<b>En millions de dollars US, excepté les pourcentages</b>				
Contrat Marine .....	733,8	30%	731,9	32%
Contrat Terrestre.....	372,0	15%	308,6	14%
Traitement, Imagerie et Réservoir.....	341,8	14%	319,1	14%
Multi-client.....	316,8	13%	297,8	13%
Total Services .....	1 764,4	72%	1 657,4	73%
Equipements.....	708,2	28%	618,6	27%
<b>Total .....</b>	<b>2 472,6</b>	<b>100%</b>	<b>2 276,0</b>	<b>100%</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 s'élève à 2 472,6 millions de dollars US, en progression de 9% par rapport à celui de la période 2011 comparable, soit 2 276,0 millions de dollars US. Cette hausse est attribuable à nos deux segments.

#### Services

Le chiffre d'affaires du segment Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a progressé de 6% sur les neuf premiers mois de l'exercice 2012 à 1 764,4 millions de dollars US par rapport à 1 657,4 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

#### Contrat Marine

Le chiffre d'affaires de la division contractuelle marine est resté stable à 733,8 millions de dollars US au 30 septembre 2012 par rapport à 731,9 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, avec une meilleure performance opérationnelle de notre flotte et davantage de navires affectés aux activités multi-clients.

#### Contrat Terrestre

Le chiffre d'affaires de la division contractuelle terrestre s'élève pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 à 372,0 millions de dollars US, en hausse de 21% par rapport à celui de la période comparable en 2011, soit 308,6 millions de dollars US, principalement dû à une activité soutenue en Amérique du Nord durant l'été.

#### Traitement, Imagerie & Réservoir

Le chiffre d'affaires de la division Traitement, Imagerie & Réservoir augmente de 7% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 à 341,8 millions de dollars US contre 319,1 millions de dollars US pour la période 2011 comparable, soutenu par une demande durable en imagerie haut de gamme et par le niveau important d'activité de nos principaux centres.

### *Multi-client*

Le chiffre d'affaires de la division Multi-client est en hausse de 6% à 316,8 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 par rapport à 297,8 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, principalement dû à nos programmes multi-clients terrestres.

Les revenus de la librairie de données multi-clients marine ont diminué de 7% à 190,8 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 par rapport à 205,8 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Les préfinancements, avec un taux de 42%, sont en hausse de 56% à 74,4 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 47,7 millions pour la période comparable en 2011. Les après-ventes diminuent de 26% à 116,4 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 par rapport à 158,1 millions en 2011 dû à de faibles deuxième et troisième trimestres cette année dans nos principaux bassins clés.

Les revenus des librairies de données multi-clients terrestre ont progressé de 37% à 126,0 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 par rapport à 92,0 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Les préfinancements, avec un taux de 98%, ont augmenté de 44% à 102,4 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 par rapport à 71,3 millions de dollars US pour la période 2011 comparable. Les après-ventes, en hausse de 15%, se sont élevées à 23,6 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 20,6 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

### *Equipements*

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, y compris les ventes intra-groupe, a progressé de 12% à 915,9 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 816,4 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, principalement soutenu par les ventes de produits terrestres avec, notamment, l'équipement d'études à grand nombre de canaux en Chine et au Moyen-Orient.

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a progressé de 14% en passant de 708,2 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 à 618,6 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

### **Charges d'exploitation**

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, augmentent de 2% à 1 963,8 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 par rapport à 1 919,8 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élèvent à 79% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 84% pour la période comparable en 2011. La marge brute d'exploitation progresse de 43% à 511,5 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 358,6 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011, représentant respectivement 21% et 16% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement, en hausse de 18%, s'élèvent pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 à 65,4 millions de dollars US contre 55,5 millions de dollars US pour la période 2011 comparable, soit respectivement 3% et 2% du chiffre d'affaires de la période.

Les dépenses marketing et commerciales se sont élevées pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 à 68,7 millions de dollars US contre 58,4 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, soit une hausse de 18%.

Les dépenses administratives et générales se sont élevées pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 à 137,5 millions de dollars US par rapport à 141,4 millions de dollars US de la période comparable en 2011, soit une baisse de 3%. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales se sont élevées à 5,6% pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 6,2% pour la période comparable en 2011.

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 12,8 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012, correspondant principalement à la vente de titres Spectrum et à l'impact de l'apport du navire sismique *Amadeus* réalisé dans le cadre de la constitution de notre joint-venture vietnamienne avec PTSC au cours du 1<sup>er</sup> trimestre. Les autres produits d'exploitation pour les neuf mois clos le 30 septembre 2011 s'élevaient à 32,3 millions de dollars US et étaient principalement dus au gain réalisé lors des échanges d'actifs finalisés avec la société norvégienne Norfield en janvier 2011.

### **Résultat d'exploitation**

Le résultat d'exploitation pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 est en hausse à 252,7 millions de dollars US contre 135,6 millions de dollars US pour la période 2011 comparable pour les raisons décrites ci-dessus.

Le résultat d'exploitation du segment Services pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 s'est élevé à 73,2 millions de dollars US contre une perte de 2,3 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

Le résultat d'exploitation du segment Equipements pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 a progressé de 17% à 299,7 millions de dollars US contre 256,8 millions de dollars US pour la période comparable en 2011.

### **Résultat financier**

Le coût net de l'endettement financier a baissé de 15% à 115,5 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 135,1 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, laquelle incluait l'amortissement accéléré des frais d'émission de l'emprunt Senior de 530 millions de dollars US à 7 ½% à échéance 2015 et du crédit senior Term loan B de 508 millions de dollars US remboursés par anticipation.

Les autres produits financiers pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 se sont élevés à 1,3 millions de dollars US contre une charge de 10,9 millions lors de la période comparable en 2011 résultant principalement du paiement d'une pénalité de 19 millions de dollars US pour remboursement anticipé suite à l'emprunt Senior à échéance 2015, tel que décrit plus haut.

### **Impôts**

Les charges d'impôts se sont élevées à 86,7 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 33,8 millions de dollars US pour la période 2011 comparable.

### **Sociétés mises en équivalence**

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 26,3 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 9,5 millions de dollars US pour la période comparable en 2011. Cette hausse est principalement attribuable à Argas, la joint-venture du Groupe en Arabie Saoudite, laquelle a atteint des records de productivité au cours des 9 premiers mois de l'année 2012.



## Résultat net

Le résultat net pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 s'est élevé à 78,1 millions de dollars US contre une perte nette de 34,7 millions de dollars US pour la période comparable en 2011, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-dessus.

## Ressources et besoins financiers

Nos principaux besoins financiers sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (en particulier les opérations de réparations et d'amélioration de nos navires sismiques), des investissements dans les études multi-clients, et des opérations d'acquisition.

Les opérations d'exploitation courantes ainsi que le service d'intérêts de la dette sont financés par les flux de trésorerie provenant de l'exploitation. La capacité du Groupe à effectuer des remboursements réguliers du principal des emprunts, à payer d'éventuels intérêts exceptionnels, à restructurer son endettement, ou à financer ses investissements dépendra de ses performances futures, qui, dans une certaine mesure, restent liées aux facteurs économiques, financiers, de compétitivité, juridiques et réglementaire. Le Groupe considère que l'excédent de trésorerie provenant de l'exploitation, les ressources financières additionnelles générées par les émissions d'obligations et par les conventions de crédit renouvelables (79 millions de dollars pour le crédit US et 200 millions de dollars US pour le crédit France dont 160 millions de dollars US disponibles au 30 septembre 2012) suffiront à couvrir ses besoins en liquidité pour les douze prochains mois.

Voir « Facteurs affectant les résultats des opérations – Acquisitions et cessions – Acquisition de la division Géosciences Fugro » pour une description complète des modalités de financement de l'opération d'acquisition de la division Géosciences de Fugro. Si l'acquisition n'était pas réalisée, notamment en cas d'absence de levée d'une ou plusieurs des conditions suspensives correspondantes, le produit net de l'émission d'actions serait affecté en totalité au remboursement de la dette existante du groupe.

## Exploitation

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 466,9 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 472,7 millions de dollars US pour la période comparable 2011.

Avant variation du besoin en fonds de roulement, l'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 606,1 millions de dollars US pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 par rapport à 430,0 millions de dollars US pour la période comparable 2011. La variation du besoin en fonds de roulement pour les neuf mois clos le 30 septembre 2012 a eu un effet négatif de 139,2 millions de dollars US contre un effet positif de 42,7 millions de dollars US sur la période 2011 comparable principalement en raison d'une augmentation des créances client.

## Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 589,6 millions de dollars US au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 contre 396,0 millions de dollars US pour la période 2011 comparable.

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de GRC pour un montant net ajusté de trésorerie acquise de 52,5 millions de dollars US, après un paiement initial de 49,7 millions de dollars US et un complément de 2,8 millions de dollars US en avril 2012.

Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, les investissements industriels se sont élevés à 290,5 millions de dollars US, et sont principalement relatifs à la mise à niveau du navire sismique *Oceanic Champion* et à l'acquisition d'équipements terrestres.

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2011, les investissements industriels s'élevaient à 259,5 millions de dollars US, correspondant principalement à la mise à niveau des navires sismiques *Oceanic Phoenix* et *Oceanic Endeavour*.

Le Groupe a également investi 283,1 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012, principalement en offshore brésilien et angolais, ainsi qu'en onshore aux Etats Unis, contre 151,3 millions de dollars US pour la période comparable de 2011.

Au 30 septembre 2012, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 612,7 millions de dollars US contre 526,5 millions de dollars US au 31 décembre 2011.

Au 30 septembre 2012, la valeur de cession des immobilisations financières (35,4 millions de dollars US) correspond principalement à la vente de des parts de la société Spectrum ASA.

## Financement

Les flux de trésorerie utilisés aux opérations de financement se sont élevés à 65,2 millions de dollars US au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 contre 97,0 millions de dollars US pour la période 2011 comparable.

Durant les neuf premiers mois de l'exercice 2012, 40 millions de dollars US ont été tirés sur le Crédit syndiqué français. 30 millions d'euros ont également été tirés mais entièrement remboursés.

Le 27 janvier 2011, le Groupe avait procédé à l'émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2016 d'un montant nominal de 360 millions d'euros.

En mars et mai 2011, le Groupe avait procédé au remboursement de l'intégralité de l'emprunt Senior portant intérêt au taux de 7,5% et à échéance 2015.

Le 31 mai 2011, le Groupe avait émis par placement privé international un emprunt obligataire d'un nominal de 650 millions de dollars à échéance 2021 et portant intérêt au taux de 6.5%.

Le 2 juin 2011, le Groupe avait procédé au remboursement du crédit senior Term Loan B de 508 millions de dollars U.S.

## Dette financière nette

La dette financière nette au 30 septembre 2012 s'élevait à 1 659,8 millions de dollars US contre 1 410,7 millions de dollars US au 31 décembre 2011.

Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élevait à 43% au 30 septembre 2012 contre 37% au 31 décembre 2011.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières, les dettes financières à long terme ; et la dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement. La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 septembre 2012 et 31 décembre 2011 :

En millions de dollars US	30 septembre	31 décembre 2011
	2012	
Concours bancaires court terme.....	4,0	6,0
Dettes financières – part court terme.....	120,6	64,5
Dettes financières long terme.....	1 872,3	1 871,6
<b>Dette financière brute.....</b>	<b>1 996,9</b>	<b>1 942,1</b>
Moins disponibilités et titres de placement court terme.....	(337,1)	(531,4)
<b>Dette financière nette.....</b>	<b>1 659,8</b>	<b>1 410,7</b>

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section «Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

## EBITDAS

L'EBITDAS s'est élevé à 717,5 millions de dollars US au cours des neuf mois clos le 30 septembre 2012 contre 552,7 millions de dollars US pour la période comparable de 2011, représentant respectivement 29% et 24% du chiffre d'affaires.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-client, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS ou en U.S. GAAP et ne doit pas être considéré comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS ou en U.S. GAAP.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les Flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	30 septembre	
	2012	2011
<b>EBITDAS.....</b>	<b>717,5</b>	<b>552,7</b>
Autres produits (charges) financiers.....	1,3	(10,9)
Augmentation (diminution) des provisions.....	(3,0)	(15,2)
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	(13,0)	(23,2)
Dividendes reçus.....	22,1	6,9
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie.....	4,0	(8,5)
Impôt décaissé.....	(122,8)	(71,8)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	(77,7)	111,2
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours.....	(52,3)	(37,3)
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(3,5)	50,6
Augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés.....	23,2	(68,6)
Augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	(31,1)	4,8
Impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	2,2	(18,0)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....</b>	<b>466,9</b>	<b>472,7</b>

## Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 septembre 2012 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes à long terme.....	55,2	22,1	1 198,3	617,5	1 893,1
Obligations issues des crédits-baux.....	31,4	28,1	27,7	60,3	147,5
Obligations issues des locations simples <sup>(a)</sup> .....	230,9	337,3	286,8	361,7	1 216,7
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires.....	171,8	251,3	226,4	292,3	941,8
- Autres obligations issues des locations simples.....	59,1	86,0	60,4	69,4	274,9
Autres obligations à long terme (intérêts).....	116,0	230,5	188,1	169,0	703,6
<b>Total Obligations contractuelles <sup>(b)</sup>.....</b>	<b>433,5</b>	<b>618,0</b>	<b>1 700,9</b>	<b>1 208,5</b>	<b>3 960,9</b>

(a) Inclut le contrat Marine d'une durée de 5 ans signé avec Bourbon pour six nouveaux navires et le contrat d'affrètement du navire sismique Pacific Finder à compter du 13 juillet 2012.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 30 septembre 2012

## Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

**Les principales différences entre les IFRS et les US GAAP concernant l'EBITDAS sont relatives au traitement des plans de retraite et des coûts de développement.**

### Plan de retraite

Conformément à l'exemption offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS », CGGVeritas a retenu l'option de présenter les écarts actuariels non comptabilisés au 1<sup>er</sup> janvier 2004 dans les capitaux propres. Selon le référentiel US GAAP, cette exemption n'est pas applicable, ce qui génère une différence provenant de l'amortissement des écarts actuariels comptabilisé dans le compte de résultat.

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec "IAS 19 – révisée", les écarts actuariels sont reconnus dans l'état du compte de résultat étendu. Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 "Employers'Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)", applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006, les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d'emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

### Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l'actif, en immobilisations incorporelles à condition qu'elles répondent aux critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs.

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice auquel elles se rapportent.

## Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

	(non audité)	
	30 septembre	
En millions de dollars US	2012	2011
<b>EBITDAS</b> .....	<b>717,5</b>	<b>552,7</b>
Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite .....	(0,1)	(0,2)
Annulation des frais de développement capitalisés en IFRS .....	(21,0)	(17,3)
<b>EBITDAS selon les US GAAP</b> .....	<b>696,4</b>	<b>535,2</b>

## PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.



### 5.1.7 Évènements significatifs survenus depuis le 30 septembre 2012

---

Depuis le 30 septembre 2012, à l'exception de l'augmentation de capital d'un montant net d'environ 400 millions d'euros réalisée le 23 octobre 2012, il n'est pas survenu de changement significatif de la situation financière et commerciale du Groupe.

## 5.2. PERSPECTIVES

---

### Perspectives du Groupe en 2012 en matière de performance industrielle, commerciale et financière

---

#### ***Perspectives pour l'exercice 2012 (hors acquisition de la Division Geoscience)***

Les perspectives pour l'exercice 2012 reposent sur les principales hypothèses suivantes :

- un chiffre d'affaires en hausse de 10% à 15% ;
- le plan de performance lancé fin 2010 implémenté en majeure partie à fin 2012, avec une amélioration du résultat opérationnel de près de 150 millions de dollars US en année courante ;
- des investissements industriels compris dans une fourchette de 325-350 millions de dollars US ;
- des investissements cash multi-clients compris dans une fourchette de 350-375 millions de dollars US, avec un taux de pré-financement qui devrait finalement être compris entre 70% et 80% ;
- au quatrième trimestre, une activité multi-clients qui devrait être très élevée en bénéficiant tout particulièrement de l'annonce de mise aux enchères de blocs dans le Golfe du Mexique et au Brésil et des résultats de la 27ème mise aux enchères en Mer du Nord, et ce après deux trimestres exceptionnellement faibles.

Sur ces bases, et donc avec un fort quatrième trimestre attendu sur l'ensemble des segments d'activité, le Groupe confirme ses objectifs 2012 en termes de profitabilité visée et de génération de cash-flow libre, laquelle devrait être à l'équilibre sur l'année.

## **6. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE**

### **6.8. LITIGES ET ARBITRAGES**

---

La Société fait l'objet de réclamations et d'actions judiciaires dans le cours normal de son activité (voir le paragraphe 6.8 du Document de Référence, tel que mis à jour par le paragraphe 6.8 de la Première Actualisation du Document de Référence, et la note 5 aux comptes consolidés au 30 septembre 2012). À la date de la présente Actualisation du Document de Référence, il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou de son Groupe.

## 7. INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET LE CAPITAL

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

### 7.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL

#### 7.2.2. Capital social

À la date de la présente Actualisation du Document de Référence, le capital social s'élevait à 70 556 890 euros représenté par 176 392 225 actions de 0,40 euro de nominal, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

À la date de la présente Actualisation du Document de Référence, les seuls instruments dilutifs émis sont des options de souscription d'actions, des actions gratuites et des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes. À cette date, il existe un solde respectif de 8 715 389 options de souscription d'action, de 1 007 864 actions gratuites et de 12 949 640 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes représentant respectivement un pourcentage de dilution de 4,94 %, 0,57 % et 7,34 %.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du capital social depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Opération	Nominal	Nombre d'actions créées	Montant de la prime d'émission	Montant de la variation de capital	Montants successifs du capital
Constatation au 23 octobre 2012 de la réalisation définitive de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	0,40 €	24 329 960	403 877 336 €	9 731 984 €	70 556 890 €
Levées au 8 octobre 2012 d'options de souscription d'actions	0,40 €	30 392	260 148,64 €	12 156,80 €	60 824 906 €
Levées au 24 septembre 2012 d'options de souscription d'actions	0,40 €	53 166	1 003 423,56 €	21 266,40 €	60 812 749 €
Levées au 31 août 2012 d'options de souscription d'actions	0,40 €	6 634	58 683,20 €	2 653,60 €	60 791 482 €
Levées au 30 juin 2012 d'options de souscription d'actions	0,40 €	2 500	21 050,00 €	1 000,00 €	60 788 829 €
Attribution d'actions gratuites au 10 mai 2012	0,40 €	67 575	—	27 030,00 €	60 787 829 €
Levées au 10 mai 2012 d'options de souscription d'actions	0,40 €	30 000	252 600,00 €	12 000,00 €	60 760 799 €
Levées au 31 mars 2012 d'options de souscription d'actions	0,40 €	10 066	84 755,72 €	4 026,40 €	60 748 799 €

### 7.3. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

#### 7.3.1. Répartition actuelle du capital et des droits de vote

##### 7.3.1.1. Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012

Au 31 octobre 2012, le capital de la Société était, à la connaissance de la Société, réparti de la façon suivante :

	Actions	% en actions	Droits de vote	% en droits de vote
IFP Énergies Nouvelles	6 346 610	3,60	12 693 220	6,58
Fonds Stratégique d'Investissement	13 284 050	7,53	22 373 730	11,59
Black Rock, Inc. <sup>(1)</sup>	7 557 271	4,28	7 557 271	3,91
Manning & Napier	7 578 065	4,30	7 578 065	3,93
CGG Actionnariat	78 000	0,05	156 000	0,08
Autocontrôle	800 000	0,45	0	0
Divers nominatif	2 280 775	1,29	4 232 179	2,19
Public	138 467 454	78,50	138 467 454	71,72
<b>NOMBRE D' ACTIONS EN CIRCULATION ET DE DROITS DE VOTE</b>	<b>176 392 225</b>	<b>100 %</b>	<b>193 057 919</b>	<b>100 %</b>

<sup>(1)</sup> Calculs effectués sur la base du nombre d'actions détenues par Black Rock, Inc. tel qu'indiqué dans la déclaration de franchissement de seuil publiée le 30 août 2012.

Le 9 mars 2012, le Fonds stratégique d'investissement (FSI) et IFP Énergies Nouvelles (IFPEN) ont conclu un pacte d'actionnaires concernant leur participation dans le capital de CGGVeritas, en vue de mettre en place une politique de concertation sur les sujets relatifs à la Société.

## Franchisements de seuils statutaires devant être déclarés à la Société (article 7.2 des statuts)

DÉCLARATIONS DE FRANCHISSEMENT DE SEUILS STATUTAIRES OU LÉGAUX REÇUES ENTRE LE 25 SEPTEMBRE 2012 ET LA DATE DE LA PRESENTE ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

- ^ par BNP Paribas Asset management :
  - » une déclaration en date du 22 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 3 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 26 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 2 % des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 31 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 3 % du capital ;
- ^ par Amundi Asset Management :
  - » une déclaration en date du 25 septembre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 4 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 26 septembre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 4 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 27 septembre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 4 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 9 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 4 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 16 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 4 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 17 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 4 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 31 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 4 % du capital et des droits de vote ;
- ^ par IFP Énergies Nouvelles :
  - » une déclaration en date du 24 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse des seuils statutaires de 4 % du capital et de 7 % des droits de vote ;
- ^ par le Fonds Stratégique d'Investissement et IFPEN :
  - » une déclaration en date du 25 octobre 2012 pour le franchissement de concert à la baisse du seuil statutaire de 18 % des droits de vote (en conséquence de l'augmentation de capital réalisée le 23 octobre 2012) ;
- ^ par la Caisse des Dépôts et Consignations, par l'intermédiaire du Fonds Stratégique d'Investissement :
  - » une déclaration en date du 25 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 7 % du capital (en conséquence de l'augmentation de capital réalisée le 23 octobre 2012) ;
- ^ par UBS Investment Bank, Wealth Management and Corporate Centre :
  - » une déclaration en date du 26 septembre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 2 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 5 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse des seuils statutaires de 3 % du capital et de 2 % des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 8 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 3 % des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 9 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 3 % du capital et des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 16 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 19 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % du capital et des droits de vote ;
- ^ par UBS Investment Bank :
  - » une déclaration en date du 26 septembre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1 % du capital et des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 2 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse des seuils statutaires de 4 % du capital et de 3 % des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 5 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 5 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % du capital et des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 10 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1 % du capital et des droits de vote ;
- ^ par DNCA Finance :
  - » une déclaration en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 2 % du capital ;
- ^ par CM-CIC Securities :
  - » une déclaration en date du 4 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1 % du capital ;
  - » une déclaration en date du 17 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % du capital ;
- ^ par Citigroup Global Markets Limited :
  - » une déclaration en date du 2 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1 % des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 17 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 1 % des droits de vote ;
  - » une déclaration en date du 19 octobre 2012 pour le franchissement à la hausse du seuil statutaire de 1 % des droits de vote ;
- ^ par AXA Investment Managers :
  - » une déclaration en date du 30 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse des seuils statutaires de 2 % du capital et des droits de vote ;
- ^ par AXA S.A. :
  - » une déclaration en date du 30 octobre 2012 pour le franchissement à la baisse du seuil statutaire de 3 % des droits de vote.

## 7.3.2. Marchés des titres de la Société

### 7.3.2.1. Places de cotation

Depuis le 14 mai 1997, les actions de la Société sont admises à la cote du New York Stock Exchange sous forme d'ADS. Les ADS représentaient au 31 octobre 2012 2,87 % du capital social.

### 7.3.2.3. Marché des actions et des ADS

	Cours extrêmes de l'action		Volume des transactions		Cours extrêmes de l'ADS		Volume des transactions	
	Plus haut	Plus bas	Actions	Capitaux	Plus haut	Plus bas	ADS	Capitaux
	<i>(en €)</i>		<i>(en M€)</i>		<i>(en US\$)</i>		<i>(en MUS\$)</i>	
<b>2012</b>								
Octobre	25,76	23,70	22 620 027	561,07	34,83	31,04	338 949	11,18
Septembre	25,52	21,38	21 952 748	546,58	34,84	28,34	505 848	16,26
Août	24,60	22,34	13 120 478	307,91	30,19	27,59	361 692	10,55
Juillet	24,09	19,95	25 549 825	565,72	29,68	24,55	1 936 073	52,44
Juin	20,40	16,33	29 093 453	543,45	25,92	20,68	1 698 331	39,93
Mai	22,28	17,17	26 523 707	506,03	29,18	21,28	1 755 074	43,16
Avril	22,57	19,78	24 487 374	516,45	30,45	25,72	1 613 426	48,13
Mars	23,75	20,73	24 951 887	560,2	31,46	27,16	1 611 079	47,99
Février	24,19	20,76	20 508 102	461,95	31,48	27,61	913 812	27,09
Janvier	21,93	17,83	21 049 681	425,52	28,66	24,09	1 613 426	42,29

## **8. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements concernant ce chapitre sont décrits dans le Document de Référence. Ces renseignements restent, à la date de la présente actualisation, exacts et sont mis à jour par les informations figurant ci-dessous :

### **8.1. PERSONNES RESPONSABLES**

---

#### **8.1.1. Responsables**

---

M. Jean-Georges Malcor, Directeur Général.

M. Stéphane-Paul Frydman, Directeur Général Délégué et Directeur Financier.

#### **8.1.2. Attestation**

---

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation. »

Le 12 novembre 2012

M. Jean-Georges Malcor  
**Directeur Général**

M. Stéphane-Paul Frydman  
**Directeur Général Délégué**  
**Directeur Financier**

## 8.4. TABLE DE CONCORDANCE

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement européen n° 809/2004 pris en application de la directive dite « Prospectus », d'une part, et aux paragraphes du Document de Référence et de la présente Actualisation du Document de Référence, d'autre part. Les informations non applicables à CGGVeritas sont indiquées « n.a. ».

Législation européenne <sup>(1)</sup>	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence
<b>1 Personnes responsables</b>	8.1 Personnes responsables	8.1 Personnes responsables	8.1 Personnes responsables
1.1 Personnes responsables des informations	8.1.1 Responsables	8.1.1 Responsables	8.1.1 Responsables
1.2 Déclaration des personnes responsables	8.1.2 Attestation	8.1.2 Attestation	8.1.2 Attestation
<b>2 Contrôleurs légaux</b>	8.2 Contrôleurs légaux		
2.1 Nom et adresse	8.2 Contrôleurs légaux		
2.2 Démission / non-renouvellement	n.a.		
<b>3 Informations financières sélectionnées</b>	1.1 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées
	5.1 Examen de la situation financière et du résultat	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
	5.1.2 Comparaison des comptes des exercices 2010 et 2011	5.1.7 Communiqués de presse récents	
3.1 Présentation pour chaque exercice de la période couverte	5.1 Examen de la situation financière et du résultat	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
	5.1.2 Comparaison de résultat des exercices 2010 et 2011		
	5.1.3 Comparaison de résultat des exercices 2009 et 2010		
3.2 Période intermédiaire	n.a.		
<b>4 Facteurs de risques</b>	3.1 Risques liés à l'activité de CGGVeritas et de ses filiales	3.1 Risques liés à l'activité de CGGVeritas et de ses filiales	3.3 Risques liés à l'endettement de CGGVeritas
	3.2 Risques liés à l'industrie	3.3 Risques liés à l'endettement de CGGVeritas	3.4 Autres risques de nature financière
	3.3 Risques liés à l'endettement de CGGVeritas	3.4 Autres risques de nature financière	
	3.4 Autres risques de nature financière	3.8 Risques liés à l'acquisition de la Division Geoscience	
	3.5 Risques liés à l'environnement	3.9 Risques liés à la prise en compte de l'acquisition de la Division Geoscience dans les comptes consolidés du Groupe	
	3.6 Assurances		
	3.7 Sous-traitance		
<b>5 Informations concernant l'émetteur</b>	7 Informations sur la Société et le capital	7 Informations sur la Société et le capital	7 Informations sur la Société et le capital
	5.1 Examen de la situation financière et du résultat	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
	5.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe	5.1.7 Communiqués de presse récents	
5.1 Histoire et évolution de la Société	1.2 Historique et événements importants dans le développement des activités de la Société		
5.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	7.1.1 Raison sociale et nom commercial de la Société		
5.1.2 Enregistrement	7.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société		
5.1.3 Constitution	7.1.3 Date de constitution et durée de la Société (article 5 des statuts)		
5.1.4 Siège — forme juridique	7.1.4 Siège social — forme juridique de la Société — législation régissant ses activités — pays d'origine — adresse et numéro de téléphone du		

Législation européenne <sup>(1)</sup>	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence
5.1.5 Événements importants	siège social 1.2 Historique et événements importants dans le développement des activités de la Société		
5.2 Investissements	1.5 Politique d'innovation et d'investissements		
5.2.1 Décrire les principaux investissements (y compris leur montant) réalisés par l'émetteur durant chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, jusqu'à la date du document d'enregistrement	1.5 Politique d'innovation et d'investissements		
5.2.2 Décrire les principaux investissements de l'émetteur qui sont en cours, y compris la distribution géographique de ces investissements (sur le territoire national et à l'étranger) et leur méthode de financement (interne ou externe)	1.5 Politique d'innovation et d'investissements 5.1 Examen de la situation financière et du résultat 5.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
5.2.3 Fournir des renseignements concernant les principaux investissements que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes	1.5 Politique d'innovation et d'investissements		
<b>6 Aperçu des activités</b>	1.3 Principales activités du Groupe	1.3 Principales activités du Groupe	1.3.3 Communiqués de presse récents
6.1 Principales activités	1.3 Principales activités du Groupe 1.3.1 Services géophysiques 1.3.2 Équipements géophysiques	1.3 Principales activités du Groupe 1.3.1 Services géophysiques 1.3.3 Communiqués de presse récents 1.8 Acquisition de la Division Geoscience de Fugro	1.8 Acquisition de la Division Geoscience de Fugro
6.1.1 Nature des opérations	1.3.1 Les services géophysiques A. Acquisition de données terrestres, B. Acquisition de données marines C. Traitement, Imagerie & Réservoir 1.3.2 Équipements géophysiques		
6.1.2 Nouveaux produits	1.3.1 Services géophysiques 1.3.2 Équipements géophysiques		
6.2 Principaux marchés	1.3.1 Services géophysiques 1.3.2 Équipements géophysiques		
6.3 Événements exceptionnels	n.a.		
6.4 Dépendance à l'égard des brevets, licences ou contrats	3.1.10 Les résultats de CGGVeritas sont dépendants de sa technologie exclusive et sont exposés aux risques de contrefaçon ou d'usage abusif de cette technologie.		
6.5 Position concurrentielle	1.3.1 Services géophysiques 1.3.2 Équipements géophysiques		
<b>7 Organigramme</b>	1.7 Structure juridique — relations intra groupe	1.7 Structure juridique — relations intra groupe	
7.1 Organigramme	1.7.1 Organigramme	1.7.1 Organigramme	
7.2 Liste des filiales	1.7.1 Organigramme	1.7.1 Organigramme	
<b>8 Propriétés immobilières, usines et équipements</b>	1.4 Liste des principales implantations du Groupe 2.1 Environnement et développement durable		
8.1 Immobilisations corporelles importantes	1.4 Liste des principales implantations du Groupe		
8.2 Questions environnementales	3.5 Risques liés à l'environnement 2.1 Environnement et développement durable		
<b>9 Examen de la situation financière et du résultat</b>	5.1 Examen de la situation financière et du résultat	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012



Législation européenne <sup>(1)</sup>

Législation européenne <sup>(1)</sup>	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence
9.1 Situation financière	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1 Examen de la situation financière et du résultat 5.1.2 Comparaison des exercices 2010 et 2011 5.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe 6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012 5.1.7 Communiqués de presse récents	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
9.2 Résultat d'exploitation	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1 Examen de la situation financière et du résultat 5.1.2 Comparaison des exercices 2010 et 2011 5.1.3 Comparaison des exercices 2009 et 2010 6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012 5.1.7 Communiqués de presse récents	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
9.2.1 Mentionner les facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou de nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur, en indiquant la mesure dans laquelle celui-ci est affecté	n.a.		
9.2.2 Lorsque les états financiers font apparaître des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets, expliciter les raisons de ces changements	Chapitres 5 Situation financière, résultats et perspectives Chapitre 6 Comptes de l'exercice 2011 — Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012

<sup>(1)</sup> La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.

Législation européenne <sup>(1)</sup>	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence
9.2.3 Mentionner toute stratégie ou tout facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	n.a.		
<b>10 Trésorerie et capitaux</b>	1.1 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées
10.1 Capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme)	6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011 5.1 Examen de la situation financière et du résultat 5.1.2 Comparaison des exercices 2010 et 2011 5.1.3 Comparaison des exercices 2009 et 2010	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
10.2 Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie	1.1 Informations financières sélectionnées 6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011 5.1 Examen de la situation financière et du résultat 5.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement de l'émetteur	5.1 Examen de la situation financière et du résultat 5.1.2 Comparaison des exercices 2010 et 2011 5.1.3 Comparaison des exercices 2009 et 2010 5.1.4 Commentaires sur la situation financière de la Société et du Groupe	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
10.4 Restriction à l'utilisation des capitaux	3.3 Risques liés à l'endettement de CGGVeritas	3.3 Risques liés à l'endettement de CGGVeritas	3.3 Risques liés à l'endettement de CGGVeritas
10.5 Sources de financement attendues pour honorer les engagements relatifs aux décisions d'investissement	n.a.		
<b>11 Recherche et développement</b>	1.5 Politique d'innovation et d'investissements Note aux comptes consolidés n° 20 Coûts de recherche et développement		
<b>12 Informations sur les tendances</b>	1.6 Développements récents 5.2 Perspectives	1.6 Développements récents	5.2 Perspectives
12.1 Principales tendances	1.6 Développements récents 5.2 Perspectives	1.6 Développements récents	5.2 Perspectives
12.2 Événements susceptibles d'influer sur les tendances	1.6 Développements récents 5.2 Perspectives	1.6 Développements récents	5.2 Perspectives
<b>13 Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	n.a.		
13.1 Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	n.a.		
13.2 Rapport élaboré par des comptables ou des contrôleurs légaux indépendants	n.a.		
13.3 Prévision ou estimation du bénéfice élaborée sur une base comparable aux informations financières historiques	n.a.		
13.4 Si une prévision du bénéfice a été incluse dans un prospectus qui est toujours pendant, fournir une déclaration indiquant si cette prévision est, ou non, encore valable à la date du document d'enregistrement et, le cas échéant, expliquant pourquoi elle ne l'est plus	n.a.		

<sup>(1)</sup> La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.

Législation européenne <sup>(1)</sup>	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence
<b>14 Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale</b>	4.1 Organes d'administration et de direction	4.1 Organes d'administration et de direction	4.1 Organes d'administration et de direction
14.1 Information concernant les membres des organes d'administration	4.1.1 Composition du Conseil d'administration 4.1.2 Direction Générale	4.1.1 Composition du Conseil d'administration 4.1.2.4 Directeurs Généraux Délégués non administrateurs	4.1.1 Composition du Conseil d'administration
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	4.1.3 Conflits d'intérêts	4.1.3 Conflits d'intérêts	
<b>15 Rémunération et avantages</b>	4.2 Rémunération et avantages Note aux comptes consolidés n° 26 Rémunération des dirigeants	4.2 Rémunération et avantages	4.2 Rémunération et avantages
15.1 Rémunération et avantages versés	4.2.1 Rémunération des membres du Conseil d'administration 4.2.2 Rémunération des membres du Comité Exécutif 4.2.3 Rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général 4.2.4 Rémunération des Directeurs Généraux Délégués	4.2.3.1 Rémunération du Directeur Général 4.2.3.2 Options de souscription d'actions détenues par les mandataires sociaux	
15.2 Montant provisionné	4.2.1 Rémunération des membres du Conseil d'administration 4.2.2 Rémunération des membres du Comité Exécutif 4.2.3 Rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général 4.2.4 Rémunération des Directeurs Généraux Délégués 4.2.3.9 Régime de retraite supplémentaire Note aux comptes consolidés n° 16 Provisions pour risques et charges		
<b>16 Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>	4.3 Fonctionnement du Conseil d'administration — comités		
16.1 Date d'expiration du mandat	4.1.1 Composition du Conseil d'administration	4.1.1 Composition du Conseil d'administration	4.1.1 Composition du Conseil d'administration
16.2 Informations sur les contrats de services liant les membres	4.1.1 Composition du Conseil d'administration 4.2.6 Opérations conclues entre la Société et ses dirigeants et/ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote	4.1.1 Composition du Conseil d'administration	
16.3 Informations sur le Comité d'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	4.3.2 Comités institués par le Conseil d'administration		
16.4 Conformité de l'émetteur au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine	4.3.3 Rapport du Président sur la composition, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration, le contrôle interne et la gestion des risques 4.3.4 Rapport des commissaires aux comptes (article L.225-235 du code de commerce)		
<b>17 Salariés</b>	2.2 Salariés Note aux comptes consolidés n° 25 Effectifs du Groupe	2.2 Salariés	2.2 Salariés
17.1 Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site	1.4 Liste des principales implantations du Groupe 2.2.1 Conséquences sociales de l'activité de la société 2.2.1.1 Emploi		
17.2 Participations et stock-options	4.2 Rémunération et avantages 4.2.3.2 Options de souscription d'actions détenues par les mandataires sociaux	4.2 Rémunération et avantages 4.2.3.2 Options de souscription d'actions détenues par les mandataires sociaux	
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	2.2.2 Schéma d'intéressement du personnel 2.2.2.1 Contrats d'intéressement et de participation 2.2.2.2 Options de souscription d'actions 2.2.2.3 Attribution d'actions gratuites soumises à des conditions de performance aux salariés du Groupe	2.2.2 Schéma d'intéressement du personnel 2.2.2.1 Contrats d'intéressement et de participation 2.2.2.2 Options de souscription d'actions 2.2.2.3 Attribution d'actions gratuites soumises à des conditions de performance aux	2.2.2 Schéma d'intéressement du personnel 2.2.2.2 Options de souscription d'actions 2.2.2.3 Attribution d'actions gratuites soumises à des conditions de performance

Législation européenne <sup>(1)</sup>	salariés du Groupe		aux salariés du Groupe	
	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence	
<b>18 Principaux actionnaires</b>	7.3 Principaux actionnaires	7.3 Principaux actionnaires	7.3 Principaux actionnaires	
	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote	
18.1 Franchissement de seuil	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012	
	7.3.1.2 Modifications de la répartition du capital social au cours des trois derniers exercices	7.3.1.2 Modifications de la répartition du capital social au cours des trois derniers exercices		
18.2 Droits de vote différents	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012	
18.3 Contrôle	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012	
18.4 Accord relatif au changement de contrôle	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote	7.3.1 Répartition actuelle du capital et des droits de vote	
	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012	
<b>19 Opérations avec les apparentés</b>	4.2.6 Opérations conclues entre la Société et ses dirigeants et/ou un actionnaire détenant plus de 10 % du capital ou des droits de vote			
	7.5 Opérations avec les apparentées Note aux comptes n° 27 Transactions avec des sociétés liées	7.5 Opérations avec les apparentées Note n° 8 des comptes consolidés au 30 juin 2012		
<b>20 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>	Chapitre 6 Comptes de l'exercice 2011 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012	
20.1 Informations financières historiques	1.1 Informations financières sélectionnées 6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011	1.1 Informations financières sélectionnées	1.1 Informations financières sélectionnées	
20.2 Informations financières <i>pro forma</i>	Chapitre 5 Situation financière, résultats et perspectives	1.9 Informations financières <i>pro forma</i>		
20.3 États financiers	1.1 Informations financières sélectionnées 6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	1.1 Informations financières sélectionnées 5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012	
20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles	6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011 6.2 Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2011	5.1.6 Rapoport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012	
20.4.1 Fournir une déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	8.2 Contrôleurs légaux 6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011	5.1.6 Rapoport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012	
20.4.2 Indiquer quelles autres informations contenues dans le document d'enregistrement ont été vérifiées par les contrôleurs légaux	8.2 Contrôleurs légaux 6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011 6.2 Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice 2011 6.6 Rapport spécial des commissaires aux comptes			
20.4.3 Lorsque des informations financières figurant dans le document d'enregistrement ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur, en indiquer la source et préciser qu'elles n'ont pas été vérifiées	8.2 Contrôleurs légaux			
20.5 Date des dernières informations financières	6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011	5.1.6 Rapoport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30	

Législation européenne <sup>(1)</sup>	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	septembre 2012 Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence
20.5.1 Le dernier exercice pour lequel les informations financières ont été vérifiées ne doit pas remonter : a) à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires qui ont été vérifiés ; b) à plus de 15 mois avant la date du document d'enregistrement, si l'émetteur inclut, dans celui-ci, des états financiers intermédiaires qui n'ont pas été vérifiés			
20.6 Informations financières intermédiaires et autres	6.1 Comptes consolidés 2009-2010-2011	5.1.6 Rapoport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
20.6.1 Si l'émetteur a publié des informations financières trimestrielles ou semestrielles depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés, celles-ci doivent être incluses dans le document d'enregistrement. Si ces informations financières trimestrielles ou semestrielles ont été examinées ou vérifiées, le rapport d'examen ou d'audit doit également être inclus. Si tel n'est pas le cas, le préciser			
20.6.2 S'il a été établi plus de neuf mois après la fin du dernier exercice vérifié, le document d'enregistrement doit contenir des informations financières intermédiaires, éventuellement non vérifiées (auquel cas ce fait doit être précisé), couvrant au moins les six premiers mois du nouvel exercice. Les informations financières intermédiaires doivent être assorties d'états financiers comparatifs couvrant la même période de l'exercice précédent ; la présentation des bilans de clôture suffit toutefois à remplir l'exigence d'informations bilancielle comparables			
20.7 Politique de distribution des dividendes	7.1.8 Dividendes		
20.7.1 Pour chaque exercice de la période couverte par les informations financières historiques, donner le montant du dividende par action, éventuellement ajusté pour permettre les comparaisons, lorsque le nombre d'actions de l'émetteur a changé			
20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage	6.8 Litiges et arbitrages	6.8 Litiges et arbitrages	6.8 Litiges et arbitrages
20.9 Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	1.6 Développements récents	1.6 Développements récents	5.1.6 Comptes consolidés au 30 septembre 2012
	5.1 Examen de la situation financière et du résultat	5.1.6 Rapport financier semestriel au 30 juin 2012	5.1.7 Évènements significatifs survenus depuis le 30 juin 2012
	5.2 Perspectives	5.1.7 Évènements significatifs survenus depuis le 30 juin 2012	5.1.7 Évènements significatifs survenus depuis le 30 juin 2012
<b>21 Informations complémentaires</b>	7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital	7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital	7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital
21.1 Capital social	7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital	7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital	7.2 Renseignement de caractère général concernant le capital
21.1.1 Montant du capital souscrit	7.2.2 Capital social	7.2.2 Capital social	7.2.2 Capital social
	7.2.2 Capital social Note aux comptes consolidés n° 15	7.2.2 Capital social	7.2.2 Capital social
	Capital social et plan d'options		
21.1.2 S'il existe des actions non représentatives du capital, leur nombre et leurs principales caractéristiques	7.2.5 Titres non représentatifs du capital		
21.1.3 Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom ou par ses filiales	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012
	7.3.1.2 Modifications de la répartition du capital social au cours des trois derniers exercices		
21.1.4 Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription, avec mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription	7.2.5 Titres non représentatifs du capital		
21.1.5 Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attachés au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	7.4 Contrats Importants		
	7.2.4 Capital autorisé non émis		

	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence
21.1.6 Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent	n.a.		
21.1.7 Historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques, mettant tout changement survenu en évidence	7.3.1.2 Modification de la répartition du capital social au cours des trois derniers exercices 7.2.2 Capital social	7.2.2 Capital social	7.2.2 Capital social
21.2 Acte constitutif et statuts	7.1.5 Objet social (article 2 des statuts)		
21.2.1 Objet social de l'émetteur et indiquer où son indication peut être trouvée dans l'acte constitutif et les statuts.	7.1.5 Objet social (article 2 des statuts)		
21.2.2 Dispositions relatives aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance	4.3.1 Conditions d'organisation et de préparation des réunions du Conseil d'administration		
21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012
21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires et, lorsque les conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit, en faire mention	7.2.1 Modifications du capital et des droits sociaux		
21.2.5 Conditions régissant la manière dont les assemblées générales annuelles et les assemblées générales extraordinaires des actionnaires sont convoquées, y compris les conditions d'admission	7.2.6 Assemblées générales		
21.2.6 Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012
21.2.7 Disposition de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012
21.2.8 Conditions, imposées par l'acte constitutif et les statuts, une charte ou un règlement, régissant les modifications du capital, lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 mars 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 août 2012	7.3.1.1 Actionnariat de la Société au 31 octobre 2012
<b>22 Contrats importants</b>	7.4 Contrats importants Note aux comptes consolidés n° 18 Engagements au titre d'obligations contractuelles, engagements hors bilan et risques		
<b>23 Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	n.a.		
23.1 Lorsqu'une déclaration ou un rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert est inclus dans le document d'enregistrement, indiquer le nom de cette personne, son adresse professionnelle, ses qualifications et, le cas échéant, tout intérêt important qu'elle a dans l'émetteur. Si cette déclaration ou ce rapport a été produit à la demande de l'émetteur, joindre une déclaration précisant que ce document a été inclus ainsi que la forme et le contexte dans lesquels il a été inclus, avec mention du consentement de la personne ayant avalisé le contenu de cette partie du document d'enregistrement	n.a.		
23.2 Lorsque des informations proviennent d'une tierce partie, fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'émetteur le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par cette tierce partie, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. En outre, identifier la ou les source(s) d'information.	n.a.		
<b>24 Documents accessibles au public</b>	8.3 Documents accessibles au public		

Législation européenne <sup>(1)</sup>

Législation européenne <sup>(1)</sup>	Numéro de paragraphe du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Première Actualisation du Document de Référence	Numéro de paragraphe de la Seconde Actualisation du Document de Référence
<b>25 Informations sur les participations</b>	1.3.1 Services géophysiques a) Acquisition de données terrestres: pacte d'actionnaires relatif à la société Argas Ltd.  1.3.2 Équipements géophysiques, Description de l'activité : Pacte d'actionnaires relatif à la société JunFeng Geophysical Equipment  1.7 Structure juridique — relations intragroupes	1.7 Structure juridique — relations intragroupes	

<sup>(1)</sup> La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive.